

HYDROCARBURES,
PHOSPHATE ET RAIL
TRANSSAHARIEN

**Tebboune accélère
les grands projets**

P 4

SAISON ESTIVALE 2026

Tous les moyens mobilisés

Les préparatifs pour la saison estivale 2026 s'intensifient. Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a mobilisé ses troupes pour garantir le succès de cette nouvelle saison touristique. En effet, lors d'une réunion de coordination regroupant les directeurs du tourisme et de l'artisanat, ainsi que les chambres de l'artisanat et des métiers des wilayas côtières, la ministre du secteur, Mme Houria Meddahi, a passé en revue les préparatifs liés à cet important rendez-vous, nécessitant des mesures exceptionnelles. P 3



PRÉVENTION DES
INTOXICATIONS
ALIMENTAIRES

**Lancement d'une
campagne nationale
de sensibilisation**

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a lancé, depuis hier, une campagne nationale de sensibilisation visant à réduire les intoxications alimentaires à travers les 69 wilayas du pays.

P 2

HYDROCARBURES

**L'Algérie et le Niger
examinent le
renforcement de leur
partenariat**

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu hier à Alger le ministre du Pétrole de la République du Niger, Hamadou Tini, en visite de travail en Algérie à la tête d'une importante délégation sectorielle, a indiqué ministère dans un communiqué.

P 5

CONTRIBUTION

**Sécurité énergétique
et intégration
régionale en Afrique
dans un contexte
géopolitique mondial
instable**

L'Afrique entre aujourd'hui dans une phase décisive de son histoire économique et géopolitique. Le continent possède une part considérable des ressources naturelles stratégiques de la planète : hydrocarbures, minerais critiques, potentiel solaire, hydroélectrique, agricole et hydrique.

Par Abdelmadjid ATTAR

P 5

OUM EL BOUAGHI / INDUSTRIE AUTOMOBILE

**Les pièces de rechange
"Made in Bladi"
à l'honneur** P 2

CARTE SANITAIRE, STARTUP ET
BIODIVERSITÉ

**Trois dossiers examinés
par le Gouvernement** P 4

SALON INTERNATIONAL DU
TOURISME ET DES VOYAGES "CIRTA
SIAHA 2026"

**Une cinquantaine
d'exposants attendus à
Constantine** P 4

RÉORGANISATION
DU GROUPE AIR
ALGÉRIE
**Le Ground
Handling
transféré à AH
Ground
Operations**

Le Groupe Air Algérie poursuit sa stratégie de transformation et de modernisation de ses activités. Dans ce cadre, une convention-cadre relative au transfert de l'activité Ground Handling vers la filiale AH Ground Operations (AH GO) a été signée lundi au siège de Domestic Airlines, marquant une nouvelle étape dans le processus de réorganisation du Groupe. Cette opération s'inscrit dans une démarche globale visant à renforcer l'efficacité opérationnelle, à valoriser les métiers de l'aviation et à améliorer la qualité des services proposés aux clients et partenaires. Elle traduit également la volonté du Groupe de consolider les synergies entre ses différentes filiales et de favoriser leur spécialisation dans leurs domaines d'activité respectifs.

La convention a été signée par Saïd Benazzou, directeur général de Domestic Airlines, et Issam Bensid, directeur général de AH Ground Operations, en présence de Saïd Lemmouchi, secrétaire général de l'UGTA de Domestic Airlines.

Selon les responsables du Groupe, cette réorganisation permettra une meilleure répartition des missions et des responsabilités entre les différentes entités, tout en offrant davantage de souplesse dans la gestion des opérations aéroportuaires. Le transfert de l'activité Ground Handling vers une filiale spécialisée devrait également contribuer à une utilisation plus efficace des ressources humaines et matérielles.

Cette démarche s'inscrit dans la stratégie de développement du Groupe Air Algérie, qui mise sur la spécialisation de ses filiales afin d'améliorer la performance globale de ses activités. En confiant les opérations d'assistance au sol à AH Ground Operations, le Groupe entend renforcer l'expertise métier dans ce segment stratégique et répondre plus efficacement aux exigences croissantes du secteur aérien.

Par R E.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

AgriDevDZ, un nouveau cabinet de conseil stratégique

Le paysage du conseil et de l'ingénierie agricole en Algérie s'enrichit d'un nouvel acteur. Le bureau d'études AgriDevDZ a officiellement annoncé le lancement de ses activités. Spécialisé dans le conseil, les études pluridisciplinaires, les audits techniques et opérationnels ainsi que la formation, ce cabinet ambitionne de contribuer à la modernisation de l'agriculture durable et au développement du secteur agroalimentaire national.

Par S R.

Porté par une vision résolument tournée vers l'avenir, AgriDevDZ s'inscrit dans une démarche de développement durable des territoires ruraux et des systèmes de production agricole, agroalimentaire et halieutique. Au cœur de son approche figure la modernisation des filières, à travers la promotion d'une agriculture intelligente et l'optimisation des systèmes de transformation et de distribution grâce à l'intégration des nouvelles technologies. Le cabinet entend notamment intervenir dans l'analyse et la structuration des filières, l'optimisation et la valorisation des produits locaux, ainsi que l'accompagnement personnalisé des différents acteurs de l'écosystème, qu'il s'agisse des exploitations agricoles, des entreprises agroalimentaires, des institutions ou encore des investisseurs. Fondé par M. Zoubir Sahli, AgriDevDZ déploie une offre de services couvrant un large éventail de domaines, des régions oasiennes aux territoires du Grand Sud. Dans le secteur agricole et logistique, le

cabinet accompagne la diversification des productions, la gestion du cycle des projets, l'économie du stockage, les assurances agricoles et l'agro-logistique. Il accorde également une attention particulière à l'accompagnement des porteurs de projets et des coopératives impliqués dans le développement des nouvelles fermes agricoles du Sud algérien. Son champ d'intervention s'étend également à l'agro-industrie, avec des prestations portant sur le management de la qualité des processus, la valorisation et la labellisation des produits du terroir, ainsi que l'élaboration de stratégies de marketing et de distribution adaptées aux PME et PMI. Dans le domaine du développement rural, AgriDevDZ intervient dans l'aménagement forestier, l'économie de montagne, la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) et le développement de l'agriculture oasisienne. Cette approche intégrée englobe également les activités relevant de l'économie bleue. Le cabinet propose ainsi un accompagnement dans les domaines de la pêche artisanale, de la pisciculture marine, de l'aquaculture continentale et maritime,

ainsi que dans la gestion et la valorisation des infrastructures marchandes, notamment les halles à marée. En complément de son expertise technique, économique et juridique, AgriDevDZ ambitionne de contribuer au renforcement des capacités des acteurs du secteur et à l'accompagnement des politiques publiques. Le cabinet prévoit de concevoir et de mettre en œuvre des programmes de formation continue ainsi que des formations de formateurs destinés aux acteurs du monde rural, aux organisations professionnelles et aux structures de production, afin de leur fournir des outils méthodologiques adaptés aux nouveaux défis du développement agricole. S'appuyant sur sa capacité à développer des projets en partenariat avec des acteurs locaux, nationaux et internationaux, AgriDevDZ entend se positionner comme un partenaire stratégique de la transformation de l'agriculture algérienne, en accompagnant sa modernisation, sa transition technologique et le renforcement de sa résilience face aux enjeux de sécurité alimentaire et de développement durable.

PRÉVENTION DES INTOXICATIONS ALIMENTAIRES

Lancement d'une campagne nationale de sensibilisation

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a lancé, depuis hier, une campagne nationale de sensibilisation visant à réduire les intoxications alimentaires à travers les 69 wilayas du pays. Placée sous le slogan "Faites d'une alimentation saine un mode de vie durable", cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour renforcer la prévention sanitaire et la protection du consommateur, vise à

intensifier les actions de sensibilisation aux risques des intoxications alimentaires, notamment durant la saison estivale marquée par une hausse de températures et la consommation de certains produits périssables. Durant cette campagne organisée par le ministère, en coordination avec les différents secteurs et organismes concernés, plusieurs sorties sur le terrain, de journées de sensibilisation ainsi que la distribution de dépliants d'orientation au profit des consommateurs et des commerçants. Ainsi des conseils et des orientations relatifs aux conditions de conservation des produits alimentaires, au respect des règles d'hygiène, de la chaîne du froid et de la sécurité des produits proposés à la consommation seront également dispensés. A ce propos, le ministère a appelé l'ensemble des opérateurs économiques et des commerçants à se conformer strictement aux conditions d'hygiène sanitaire et à respecter la chaîne du froid.

Il a également exhorté les citoyens à adopter un comportement de consommation sain et à signaler tout dépassement portant atteinte à la santé du consommateur via l'application électronique "MorafikCom", réaffirmant la continuité du travail de terrain des services de contrôle à travers l'ensemble du territoire national afin de garantir la conformité des produits alimentaires et de préserver la santé des citoyens.

Z R.

OU M EL BOUAGHI / INDUSTRIE AUTOMOBILE

Les pièces de rechange "Made in Bladi" à l'honneur

La wilaya d'Oum El Bouaghi accueille, du 2 au 4 juin, la première édition du Salon de la production algérienne de pièces de rechange et accessoires automobiles. Cette manifestation économique est destinée à mettre en lumière les capacités de production nationales et à promouvoir l'intégration industrielle dans un secteur stratégique pour la diversification économique. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le directeur de la Régulation des marchés au ministère du Commerce intérieur, Ahmed Mokrani, accompagné du wali d'Oum El Bouaghi, Benabdallah Chaïb Eddour, en présence du secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Issam Bedrissi. Placée sous le slogan « Nos produits construisent notre économie », cette manifestation est organisée sous le haut patronage de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et sous l'égide du wali de la wilaya. Elle est initiée par la Direction régionale du com-

merce de Batna en coordination avec la Chambre de commerce et d'industrie « Sidi R'ghis » et se déroule au complexe Salama Park à Ain Mliila. À travers cet événement, les pouvoirs publics entendent soutenir les efforts de développement de la production nationale et encourager l'émergence d'un tissu industriel capable de répondre aux besoins du marché local tout en réduisant progressivement la dépendance aux importations. Le salon constitue également un espace d'échanges et de rencontres entre les différents acteurs de la filière. Il offre aux entreprises participantes l'opportunité de présenter leurs produits, de valoriser leur savoir-faire et de nouer de nouveaux partenariats industriels et commerciaux. Les organisateurs ambitionnent ainsi de favoriser une meilleure intégration des opérateurs économiques au sein de la chaîne de valeur nationale. Cette première édition met particulièrement l'accent sur les progrès enregistrés ces dernières années dans l'industrie des pièces de rechange et des accessoires automobiles. Un secteur qui

connaît une dynamique croissante grâce aux investissements réalisés dans la sous-traitance industrielle et à l'intérêt grandissant porté à la production locale. Le salon vise également à promouvoir la consommation du produit national et à sensibiliser les consommateurs à la qualité des produits fabriqués en Algérie. Cette orientation s'inscrit dans la stratégie nationale de diversification économique, fondée sur le développement de l'industrie locale et la création de davantage de valeur ajoutée. La participation d'un nombre important d'entreprises spécialisées témoigne de l'intérêt suscité par cette filière, considérée comme un levier important de développement industriel. Les professionnels estiment que l'industrie des pièces de rechange peut contribuer significativement à la création d'emplois, à la réduction de la facture des importations et au renforcement de la compétitivité de l'économie nationale.

Synthèse Z R.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SAISON ESTIVALE 2026

Tous les moyens mobilisés

Les préparatifs pour la saison estivale 2026 s'intensifient. Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a mobilisé ses troupes pour garantir le succès de cette nouvelle saison touristique. En effet, lors d'une réunion de coordination regroupant les directeurs du tourisme et de l'artisanat, ainsi que les chambres de l'artisanat et des métiers des wilayas côtières, la ministre du secteur, Mme Houria Meddahi, a passé en revue les préparatifs liés à cet important rendez-vous, nécessitant des mesures exceptionnelles.

Par Selma R.

En effet, cette réunion, tenue lundi par visioconférence en présence de cadres de l'administration centrale et de représentants des établissements sous tutelle, s'inscrit dans le cadre « des préparatifs en cours et de l'attention particulière accordée par les pouvoirs publics à la garantie des meilleures conditions d'accueil, de service et de sécurité au profit des estivants et des touristes, notamment les membres de la communauté nationale à l'étranger, afin de leur permettre de passer leurs vacances dans les meilleures conditions de confort, de sérénité et de sécurité », a indiqué le ministère dans un communiqué. Dans ce cadre, la ministre a affirmé que l'État « a mobilisé l'ensemble des moyens matériels, logistiques et humains pour assurer le succès de la saison estivale », indiquant qu'elle constitue « un rendez-vous important pour dynamiser le tourisme intérieur et promouvoir la destination touristique algérienne, en sus d'être une opportunité de mettre en valeur les potentialités naturelles, culturelles et patrimoniales des différentes régions du pays ».

À cette occasion, la ministre a insisté sur la nécessité de finaliser les préparatifs dans les délais impartis, notamment en prévision de l'afflux attendu des vacanciers et des membres de la communauté nationale établie à l'étranger. Au-delà des mesures liées à la période estivale, Mme Meddahi a rappelé que l'action du secteur s'inscrit dans une vision stratégique

visant à faire du tourisme et de l'artisanat de véritables moteurs de développement économique. Cette démarche repose sur la valorisation du patrimoine naturel, culturel et artisanal du pays, tout en renforçant l'attractivité des territoires et la création d'emplois.

470 plages autorisées

Sur le terrain, les indicateurs de préparation affichent une progression significative. Selon les données présentées lors de la réunion, 470 plages ont été officiellement autorisées à la baignade dans 124 communes côtières.

Parmi elles, 328 disposent déjà d'un plan d'aménagement validé, tandis que 63 autres devraient être finalisées avant l'ouverture de la saison. La ministre a également insisté sur l'application rigoureuse de la nouvelle réglementation relative à l'exploitation touristique des plages. Elle a réaffirmé le principe de la gratuité de l'accès aux plages pour les familles, soulignant la nécessité de veiller au strict respect de cette disposition sur l'ensemble du littoral.

Parallèlement, le secteur poursuit le renforcement de ses capacités d'hébergement afin de répondre à la hausse attendue de la fréquentation touristique. Le parc hôtelier national devrait ainsi atteindre 875 établissements, toutes catégories confondues. Trente-neuf nouveaux hôtels devraient entrer en service avant le pic de la saison estivale.

À ce jour, neuf projets hôteliers sont déjà opérationnels, offrant une capacité sup-

plémentaire de 890 lits, tandis que sept autres infrastructures devraient être réceptionnées au cours du mois de juin. La transformation numérique figure également parmi les priorités du ministère. Les structures touristiques sont appelées à généraliser les outils numériques, notamment pour les réservations en ligne, les paiements électroniques et la gestion des établissements d'hébergement. Cette orientation vise à améliorer la qualité des prestations tout en facilitant l'accès des usagers aux différents services.

L'animation touristique et la promotion de l'artisanat constituent un autre axe majeur du dispositif estival. Des salons et expositions seront organisés dans les wilayas côtières afin de mettre en valeur le savoir-faire artisanal national. Une attention particulière sera accordée à la participation des artisans issus des régions de l'intérieur du pays et du Grand Sud, dans le but de créer des espaces de commercialisation directe et de favoriser les échanges économiques entre les différentes régions.

La ministre a, en outre, salué « les efforts considérables consentis par les cadres locaux dans la mise en œuvre de la stratégie du secteur sur le terrain, en coordination avec les walis et les différents partenaires », affirmant qu'elle « poursuivra le suivi régulier et de terrain du déroulement de la saison estivale », soulignant que « sa réussite se mesure au degré de satisfaction des estivants et des visiteurs quant à la qualité des services, de l'accueil, des conditions de confort, de sécurité et de propreté ».

ENERGIE -FORMATION PROFESSIONNELLE

Signature d'une convention-cadre pour l'actualisation du RNFC

Une convention-cadre a été signée, lundi à Alger, entre le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables et le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels visant à renforcer la coopération et la coordination, notamment en ce qui concerne l'actualisation du Référentiel national des formations et des compétences (RNFC). La convention a été signée par le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal et la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, à l'issue d'une réunion de travail tenue au siège du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, en présence des cadres des deux ministères, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la coordination entre les secteurs gouvernementaux et à optimiser les mécanismes du travail conjoint", ajoute la même source. Elle définit les mécanismes de contribution du secteur de

l'énergie et des énergies renouvelables à l'actualisation du RNFC, une plateforme numérique globale regroupant l'ensemble des spécialités existantes dans le système de la formation professionnelle en Algérie, au profit des apprenants et des organismes employeurs. Cette démarche a pour objectif d'adapter le système de formation aux besoins du marché national du travail, de manière à appuyer le développement des ressources humaines et à développer les compétences nationales, selon le communiqué.

Dans ce cadre, Mme Arhab a mis l'accent sur l'importance d'adopter un référentiel national précis des compétences, fondé sur des données actualisées concernant les besoins de l'économie nationale, ainsi que la mise en place d'une cartographie nationale des projets structurants, de façon à améliorer l'employabilité des jeunes et leur insertion professionnelle. Pour sa part, M. Adjal a exprimé un grand intérêt pour la participation de son secteur à ce projet national, soulignant que sa réussite requiert l'implica-

tion des différents opérateurs économiques actifs sur le marché algérien, avec en tête le groupe Sonelgaz, qui dispose d'une expérience avérée en matière de formation à travers ses écoles et centres spécialisés répartis à travers les différentes wilayas du pays.

Il a, dans ce contexte, réaffirmé l'importance de bâtir un système de formation "efficace et proactif", fondé sur des données précises et actualisables de manière continue, à même de permettre de suivre les mutations économiques et technologiques et de satisfaire les besoins du marché national du travail. Le ministre a également fait part de la disposition du secteur de l'énergie et des énergies renouvelables à contribuer efficacement à l'enrichissement et à l'actualisation du contenu de cette plateforme nationale, à même de refléter les besoins effectifs du secteur et de renforcer sa contribution à l'élaboration des compétences nationales requises, conclut le communiqué.

R E.

HYDROCARBURES L'Algérie et le Niger examinent le renforcement de leur partenariat

Par Zahir R.

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu hier à Alger le ministre du Pétrole de la République du Niger, Hamadou Tini, en visite de travail en Algérie à la tête d'une importante délégation sectorielle, a indiqué le ministère dans un communiqué.

La rencontre s'est déroulée en présence du président-directeur général du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Samir Bekhti, du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, et du PDG de Naftal, Djamel Cherdoud.

Selon la même source, les entretiens ont porté sur l'état et les perspectives de la coopération bilatérale dans le domaine des hydrocarbures, ainsi que sur les voies et moyens de renforcer le partenariat existant entre le groupe public Sonatrach et la Société nigérienne des produits pétroliers (SONIDEP).

Les discussions, élargies par la suite aux délégations des deux pays, ont englobé l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière. Les deux parties ont ainsi passé en revue les opportunités d'investissement dans la recherche, l'exploration et les services de forage; le développement et la production d'hydrocarbures et le raffinage, la pétrochimie, le stockage et la distribution.

Dans ce sillage, les deux ministres ont examiné les opportunités de participation des filiales spécialisées de Sonatrach au développement des projets en amont au Niger, ainsi que l'élargissement de la coopération aux études géologiques et géophysiques. Sur le plan de l'infrastructure, l'Algérie assurera un accompagnement technique majeur à travers Sonatrach pour les travaux de maintenance prévus à la raffinerie de Zinder (Niger). Des mécanismes contractuels ont également été étudiés pour garantir l'approvisionnement continu du marché nigérien en produits pétroliers durant la période d'arrêt programmé de cette installation.

Le dossier stratégique du Gazoduc transsaharien (TSGP), reliant le Nigeria à l'Europe via le Niger et l'Algérie, a fait l'objet d'un examen approfondi. Les deux responsables ont salué l'état d'avancement de ce projet intégrateur et ont accordé leurs vœux sur les préparatifs de la 5ème réunion ministérielle du comité de pilotage, prévue prochainement à Alger, avec la participation des ministres en charge des hydrocarbures des trois pays partenaires. M. Arkab a souligné à cette occasion que cette démarche s'inscrit en droite ligne avec les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer une intégration économique africaine concrète, fondée sur le principe du bénéfice mutuel. Pour sa part, le ministre nigérien, Hamadou Tini, a salué le leadership régional de Sonatrach, réaffirmant l'intérêt crucial de son pays à capitaliser sur l'expertise algérienne en matière de transfert de technologie, de formation du capital humain et de réalisation de grands projets énergétiques structurants pour le continent.

CARTE SANITAIRE, STARTUP ET BIODIVERSITÉ
Trois dossiers examinés par le Gouvernement

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à la présentation de communications relatives à la carte sanitaire et le développement d'un écosystème intégré des start-up, ainsi qu'à l'examen des projets de la stratégie et du plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANBA 2025-2030), a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Ainsi le Gouvernement a entendu une communication sur la carte sanitaire nationale, instrument stratégique de planification destiné à assurer une répartition équilibrée de l'offre de soins et à améliorer l'accès aux services de santé à travers l'ensemble du territoire national. A cette occasion, il a été mis en évidence les progrès réalisés dans le développement des infrastructures sanitaires, le renforcement des ressources humaines, l'extension du réseau national de cancérologie, l'amélioration de la prise en charge des urgences ainsi que les avancées enregistrées en matière de lutte contre les maladies transmissibles. Le Gouvernement a également entendu une communication sur le développement d'un écosystème intégré des startups, lequel s'inscrit dans une dynamique de transformation structurelle de l'économie nationale, fondée sur l'innovation, le développement technologique, la diversification économique et le renforcement de la souveraineté nationale. Dans ce cadre, il a été présenté un projet de plan d'action reposant sur une approche progressive en trois phases relatives à la création, l'intégration et l'internationalisation des startups, avec pour objectif la création de 20.000 startups à l'horizon 2029. Enfin, le Gouvernement a examiné les projets de la stratégie et du plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANBA 2025-2030), alignés sur le Cadre mondial de Kunming-Montréal adopté lors de la COP15. Inscrite dans les engagements internationaux de l'Algérie en matière de biodiversité et de développement durable, cette stratégie vise à renforcer le dispositif national de préservation de la biodiversité à travers des mesures destinées à stopper et inverser la perte des écosystèmes, protéger les espèces menacées, restaurer les milieux naturels dégradés et valoriser durablement les services écosystémiques. Le projet de la stratégie nationale pour la biodiversité (2025-2030) prévoit également l'intégration des enjeux de biodiversité dans les politiques sectorielles, le renforcement de la gouvernance environnementale, ainsi que l'implication des collectivités locales, de la société civile et du secteur économique.

R. E.

HYDROCARBURES, PHOSPHATE ET RAIL TRANSSAHARIEN
Tebboune accélère les grands projets

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé lundi une réunion de travail de haute importance consacrée au suivi et à l'accélération de plusieurs projets stratégiques destinés à transformer durablement l'économie nationale. Les discussions ont porté principalement sur les projets structurants du secteur des hydrocarbures, le développement de l'industrie des engrais phosphatés ainsi que sur le lancement de la future ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, considérée comme l'un des plus ambitieux projets d'infrastructure du continent africain.

Par Réda Hadi

Cette réunion s'inscrit dans la stratégie nationale visant à diversifier les sources de revenus du pays, renforcer la valorisation des ressources naturelles et améliorer les infrastructures logistiques indispensables au développement économique. Parmi les dossiers examinés figure le projet de complexe de production d'engrais phosphatés ainsi que le projet intégré de phosphate, destiné à assurer la transformation locale de cette ressource minière stratégique. L'objectif est de faire de l'Algérie un acteur majeur sur le marché international des fertilisants, tout en réduisant sa dépendance aux exportations de matières premières brutes. Le projet prévoit la production d'ammoniac et d'urée, deux composants essentiels pour l'industrie des engrais, ainsi que la fabrication

d'engrais phosphatés et azotés à forte valeur ajoutée. Cette approche industrielle intégrée permettra de maximiser les retombées économiques du phosphate algérien en développant toute une chaîne de transformation locale. Selon les conclusions de la réunion, le projet intégré de phosphate devrait entrer en phase de production au cours du premier trimestre de l'année 2027. Cette échéance marque une étape importante dans la concrétisation d'un programme industriel considéré comme stratégique pour la sécurité alimentaire nationale et régionale. Les autorités misent également sur ce projet pour renforcer les exportations hors hydrocarbures. La demande mondiale en engrais ne cesse de croître sous l'effet de l'augmentation des besoins agricoles et de la recherche d'une meilleure productivité des terres cultivables.

Le mégaprojet ferroviaire Alger-Tamanrasset entre dans une phase décisive

L'un des principaux points inscrits à l'ordre du jour concernait le financement et le lancement effectif du projet de ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset. Cette infrastructure, qui reliera le nord du pays à l'extrême sud, est considérée comme un projet stratégique à la fois économique, social et géopolitique. À l'issue de la réunion, il a été décidé de lancer les travaux au plus tard en septembre prochain. Afin d'accélérer sa réalisation, le chantier sera réparti en trois grands tronçons réalisés simultanément. Le premier concernera la liaison Ouargla-In Salah. Le deuxième reliera In Salah à Tamanrasset.

Quant au troisième, il couvrira également le segment Tamanrasset-In Guezzam, ouvrant ainsi la voie à une future connexion avec les réseaux de transport sahéliers et africains. Cette ligne ferroviaire devrait favoriser le développement économique des régions du Sud, faciliter le transport des marchandises et des ressources minières, réduire les coûts logistiques et renforcer l'intégration territoriale du pays. Elle constitue également un élément clé de la stratégie algérienne visant à faire du territoire national un carrefour commercial entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne. La réunion s'est déroulée en présence du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, du ministre d'État chargé de l'Inspection générale des services de l'État et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, M. Mohamed Arkab, du ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, du gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohammed Lamine Lebbou, ainsi que du président-directeur général du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi.

L'extension du port d'Annaba, maillon essentiel de la chaîne logistique

La réussite du projet intégré de phosphate repose également sur le développement des infrastructures portuaires. Dans ce cadre, les responsables ont confirmé que le projet d'extension du port d'Annaba, avançait conformément au calendrier arrêté. Les travaux devraient être achevés au moment même où le complexe de phosphate entrera en exploitation, soit au premier trimestre 2027. Cette synchronisation permettra l'exportation des premières cargaisons de phosphate transformé dès le démarrage de la production. Le port d'Annaba est appelé à jouer un rôle central dans cette stratégie industrielle en devenant une plateforme logistique spécialisée dans l'exportation des produits miniers et chimiques. Son extension contribuera également à améliorer la compétitivité des exportations algériennes grâce à une réduction des coûts et des délais de transport.

SALON INTERNATIONAL DU TOURISME ET DES VOYAGES "CIRTA SIAHA 2026"

Une cinquantaine d'exposants attendus à Constantine

Une cinquantaine d'exposants représentant l'Algérie et plusieurs pays étrangers prendront part à la 8e édition du Salon international du tourisme et des voyages "Cirta Siahia 2026", prévue du 15 au 17 juin à Constantine, a indiqué mardi le président de l'Office local du tourisme, Rachid Yaici. Selon la même source, parmi les pays africains qui devraient être présents à l'événement figurent la Tunisie et la Libye, témoignant de l'intérêt croissant accordé à cet événement qui s'impose, au fil des éditions, comme un rendez-vous incontournable pour les professionnels du tourisme et des voyages. Organisée en collaboration avec la direction du tourisme et de l'artisanat et le Club des opérateurs en tourisme, cette manifestation économique réunira des professionnels du secteur, des agences de voyages, des établissements hôteliers, des investisseurs ainsi que des acteurs institutionnels des quatre coins du pays qui viendront promouvoir leurs offres et explorer de nouvelles opportunités de partenariat, a précisé M. Yaici. Placée sous le thème "L'investissement dans le tourisme, levier de l'économie nationale", cette édition ambitionne de mettre en lumière les potentialités touristiques de l'Algérie et de favoriser les échanges d'expériences entre opérateurs nationaux et étrangers, selon la même source. Elle constituera également un espace de rencontre dédié à la promotion de la destination Algérie et au développement de la coopération dans le domaine touristique, a estimé M. Yaici.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 02 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Pomme de terre	72	81	63	البطاطا
Tomate	94	109	79	الطماطم
Oignon sec	86	96	76	البصل الجاف
Ail sec	665	757	573	الثوم الجاف
Ail vert	225	250	200	الثوم الاخضر
Carotte	106	118	94	الجزر
Navet	105	117	93	اللفت
Petit pois	200	224	177	الجلبانة
Fève verte	93	101	85	الفول الاخضر
Courgette	81	93	68	الكوسة
Haricot vert	212	237	187	الفاصولياء الخضراء
Laitue	110	124	96	الخس
Pomme locale	569	666	471	التفاح المحلي
Datte	491	614	368	التمر
Banane	500	518	482	الموز
Melon	140	158	121	البطيخ الاصفر
Pastèque	92	107	76	البطيخ الاحمر
Viande bovine locale	1984	2108	1860	لحم البقر المحلي
Poulet de chair	378	388	368	الدجاج
Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,17	-11,12	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1 398,00	0,07	0,17	-0,73	8,99	5,56	2600	3 634 800,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	2 510,00	0,16	0,17	1,28	6,67	6,37	20	50 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 070,00	2 070,00	0,00	-0,63	-7,50	9,87	6,04	2000	4 140 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,50	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	-0,63	8,35	4,21	4,72	0	0,00

Sécurité énergétique et intégration régionale en Afrique dans un contexte géopolitique mondial instable

1^{ère} partie

Par : Abdelmadjid ATTAR (*)

1- INTRODUCTION

L'Afrique face au paradoxe énergétique mondial

L'Afrique entre aujourd'hui dans une phase décisive de son histoire économique et géopolitique. Le continent possède une part considérable des ressources naturelles stratégiques de la planète : hydrocarbures, minerais critiques, potentiel solaire, hydroélectrique, agricole et hydrique. Pourtant, cette richesse contraste fortement avec la réalité économique et sociale vécue par une grande partie des populations africaines, et son modèle de production et de consommation ne correspond ni à son potentiel ni à ses besoins :

Ce paradoxe africain peut être résumé à travers :

- **Un potentiel en hydrocarbures très important** mais relativement peu exploré, qui correspond déjà à 7 à 8 % des réserves mondiales prouvées de pétrole avec près de 120 milliards de barils de réserves, ainsi que 18.000 milliards M3 de gaz naturel conventionnel, et probablement plus de 40.000 milliards M3 de gaz non conventionnel techniquement récupérable.
- **Ces ressources sont concentrées au niveau d'une dizaine de pays** qui les produisent depuis plusieurs décennies (Nigeria, Angola, Libye, Algérie, Congo, Gabon, Egypte Sud-Soudan, Ghana, Tchad, et Guinée Equatoriale), suivis depuis quelques années par de nouvelles régions productrices ou en cours de développement de gaz en offshore surtout (Mozambique, Cote d'Ivoire, Namibie, Sénégal, Mauritanie).
- **L'Afrique est caractérisée par une répartition très inégale des réserves et surtout des productions**, qui sont passées entre 2010 et 2023 de 459 à 345 MT en pétrole, et en hausse pour le gaz naturel de 220 à 301 Mds M3.
- **Une consommation d'énergie qui est passée entre 2010 et 2023 de 654 à 907 M Tep**, en hausse de 39%, et constituée à raison de 23% en produits pétroliers (209 M Tep) et 19% en gaz (172 M Tep). Il faut noter que la consommation africaine en gaz a doublé entre 2005 et 2025 en passant de 89,7 à 177 Md M3 (Réf : UIG), tandis que la production est passée seulement de 187 à 239 Md M3, soit une augmentation de 27,8%.
- **Des importations d'énergie en hausse de 65% entre 2010 et 2023 de 115 à 190 M Tep**, constituées à raison de 70% en produits pétroliers (136 M Tep), 15% en pétrole (29 M Tep), et 5% en gaz (10 M Tep).
- **Des exportations en baisse de 25% entre 2010 et 2023 de 1,5 à 1,25 Mds Tep**, et constituées à raison de 60% en pétrole (745 M Tep), 19% en gaz (235 M Tep), et 12% en produits pétroliers (145 M Tep).
- **Un domaine minier (minerais) qui**

MODELE DE PRODUCTION-CONSOMMATION D'ENERGIE							
(Source : AFREC - AIE)							
	Afrique	Nord	Ouest	Australe	Centrale	Est	Observ. 2023/2010
RES. Pétrole	120 Md T	45%	32%	12%	7%	4%	
RES. Gaz	1800 Md M3	51%	35%	11%	2%	1%	
Production Pétrole	345 MT	43%	24%	19%	12%	2%	↓ -25%
Production Gaz	301 Md M3	66%	26%	4%	3%	1%	↑ +36%
Production Charbon	2,6 Md T	0%	0,22%	98,37%	0%	1,42%	Stable 0%
Production Electricité	14,3 M Tep	17%	17%	39%	11%	16%	↑ +50%
Produits Raffinés	113 MT	57%	9%	24%	5%	5%	Stable 0%
Consommat. Afrique	907 M Tep	24%	19%	27%	7%	23%	↑ +39%
Consommat. Pétrole & Prod. Petrol.	23%	33%	30%	14%	12%	10%	↑ +31%
Consommat. Gaz	19%	62%	12%	10%	2%	2%	↑ +100%
Consommat. Charbon	15,3%	0,5%	3%	50%	0,5%	1%	↑ +40%
Consommat. BioCarbur-Dechets	40%	1%	44%	20%	82%	82%	↑ +20%
Consommat. Hydroélectr.	1,6%	1%	8%	4%	3%	4%	↑ +100%
Consommat. ENR	0,5%	2,5%	3%	2%	0,5%	1%	↑ > 2000%
Exportations	418 M Tep	Pétrole 60%	Gaz 20%	Prod. Pétr. 11%	Charbon 8%	Electricité 1%	↓ -25%
Importations	195 M Tep	15%	5%	70% (2010=54%)	7%	2%	↑ +65%

renferme non seulement une bonne partie des ressources minérales mondiales ordinaires (phosphates, fer, cuivre, manganèse, lithium, etc...) mais également des ressources minières stratégiques devenues essentielles pour la transition énergétique mondiale, telles que le Cobalt dont 70% de la production mondiale proviennent de la RDC, le lithium, ou encore le platine dont l'Afrique du Sud détient environ 75 % des réserves mondiales.

• **Un immense potentiel en énergies renouvelables dont près de 10 TW en énergie solaire, plus de 110 GW en énergie éolienne**, et plusieurs centaines de GW en hydroélectricité, mais qui ne contribuent qu'à 2% de la consommation énergétique.

Mais globalement même si l'Afrique demeure un exportateur net de pétrole et de gaz naturel, de nombreux pays demeurent exclusivement dépendants des importations de produits pétroliers et d'électricité. On peut résumer cette situation par les observations suivantes :

- **Les biocarburants et déchets** restent dominants et stables surtout en Afrique centrale et Afrique de l'Est.
- **Le gaz naturel** correspond à l'énergie qui affiche la plus forte progression
- **L'Afrique du Nord** est principalement alimentée par le gaz naturel et les produits pétroliers.
- **L'Afrique australe** dépend fortement du charbon.
- **L'Afrique de l'Ouest** présente un mix plus équilibré entre biomasse et pro-

duits pétroliers.

- **L'Afrique Centrale et de l'Est** affichent le modèle le plus alarmant à tous les points de vue.
- **Le potentiel en ENR** est très peu développé même s'il affiche les plus fortes croissances.
- **L'Afrique exporte environ 60% (380 M Tep) de sa production énergétique issue des hydrocarbures (646 M Tep).**
- **Elle consomme exactement le même volume (380 M Tep) dont environ 50% sont importés**
- **L'Afrique consomme deux fois plus de produits raffinés qu'elle n'en produit !**

2- Une vulnérabilité de plus en plus grave

On constate ainsi que toutes ces richesses et ce potentiel, sont en grande partie exportées quand elles sont exploitées, ou très peu valorisées localement, alors que :

- **Plus de 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité.**
- **La consommation moyenne d'électricité en Afrique subsaharienne est inférieure à 200 kWh par habitant et par an**, contre plus de 6 000 kWh au niveau des pays industrialisés.
- **Les carburants, les engrais et autres produits pétrochimiques, issus du raffinage du pétrole et du traitement du gaz (souvent africains !) sont presque tous essentiellement importés**, entraî-

nant non seulement une dépendance énergétique, mais aussi alimentaire, en particulier suite à des ruptures d'approvisionnement entraînées par des pressions ou des conflits géopolitiques intra ou hors Afrique.

• Les matières minérales sont elles aussi non seulement extraites et exportées à l'état brut ou peu traitées, sans valorisation locale et souvent sans respect des conditions environnementales, mais aussi et souvent à l'origine de troubles et de conflits locaux ou régionaux, entraînant d'importantes dépenses d'investissement pour assurer les conditions d'exploitation (protection des corridors miniers) au détriment de leur valorisation locale.

Cette vulnérabilité ne date pas d'aujourd'hui, mais elle s'est particulièrement aggravée au cours des 6 dernières années par :

• **Les impacts de la pandémie du COVID-19 en 2020** sur les couloirs d'approvisionnement logistique dans le monde, qui ont entraîné parfois un isolement catastrophique pour certains pays.

• **Les impacts de la guerre russo-ukrainienne dès 2022** sur l'approvisionnement de plusieurs pays africains en produits alimentaires, et autres intrants nécessaires à la production agricole locale.

• **Et enfin depuis quelques mois, le conflit entre les Etats-Unis, Israël, et l'Iran**, avec la fermeture du détroit d'Ormuz, dont la durée et les impacts économiques et géopolitiques sont déjà très graves en particulier pour l'Afrique. Le détroit d'Ormuz constitue certes l'un des points stratégiques majeurs du système énergétique mondial avec un transit de 20 à 25 % des exportations mondiales de pétrole et de gaz provenant chaque jour des pays du Moyen Orient, et dont on peut citer :

- Le pétrole, les carburants, le GPL, et le GNL ;
 - Les engrais (urée, ammoniac, DAP, MAP, et autres intrants chimiques agricoles ;
 - Les produits pétrochimiques et chimiques industriels ;
- Sa fermeture prolongée, ainsi qu'une éventuelle généralisation du conflit entraînant un arrêt prolongé des productions d'hydrocarbures et de produits pétroliers du Moyen Orient, provoqueraient plusieurs conséquences majeures :
- **Forte hausse des prix du pétrole et du gaz**, et par conséquent des carburants, du transport, et de l'électricité.
 - **Perturbation et allongement des couloirs logistiques** entraînant une explosion des coûts du transport maritime et un impact direct sur l'économie mondiale.

(A suivre)

(*) Consultant indépendant (Energie, Eau, Mines & Environnement), Ancien PDG de Sonatrach-Ancien Ministre des Ressources en Eau-Et de l'Energie

ILLIZI

Une délégation du groupe Sonelgaz inspecte des infrastructures de production d'électricité

Une délégation composée de cadres centraux du groupe Sonelgaz a effectué une visite dans la wilaya d'Illizi, dans le cadre du suivi continu de la préparation des installations énergétiques et de la garantie de la continuité de l'approvisionnement en électricité durant la saison estivale marquée par un pic de consommation, à-on informé lundi de la direction locale de Sonelgaz-Distribution.

Menée par le directeur général adjoint de la distribution, Omar Habouch, et le directeur général adjoint de la production, Fayçal Rinani, cette délégation a inspecté six installations de production situées notamment dans les communes d'Illizi, In-Aménas, Debdab et Bordj Omar Driss, a précisé la même source.

L'objectif était d'évaluer l'état des équipements et ouvrages électriques, d'identifier les besoins techniques et les éventuelles lacunes, afin de les remédier et de garantir le bon fonctionnement du réseau électrique, a-t-on souligné.

La délégation a également tenu des rencontres de travail avec les autorités locales pour débattre de la situation de l'approvisionnement en électricité pendant la saison estivale, ainsi que des projets de raccordement des périmètres agricoles au réseau de cette énergie vitale. Cette visite de terrain s'inscrit dans la stratégie du groupe Sonelgaz visant à renforcer la coordination entre les activités de production et de distribution, en plus de veiller à l'état de préparation des installations énergétiques, afin d'assurer la stabilité de l'alimentation en électricité et de soutenir ainsi le développement socio-économique, a-t-on indiqué.

APS

M'SILA

Réception prochaine de 120 projets visant à renforcer le réseau électrique durant l'été

Pas moins de 120 projets visant à renforcer le réseau d'alimentation électrique durant l'été 2026 seront reçus "prochainement" dans la wilaya de M'sila, a indiqué, lundi, le directeur de la société de distribution de l'électricité et du gaz, Mohamed Arbaoui.

Le même responsable a précisé, lors d'une conférence de presse organisée au siège de la direction de wilaya de distribution, que ces projets "font partie d'un ensemble de 163 opérations lancées en 2026", avant de souligner qu'un investissement public de 1,14 milliard de dinars a été consenti pour la concrétisation de ces projets.

Il a ajouté que sur le nombre total de projets, 43 opérations ont été réalisées à ce jour, comprenant la mise en place de 30 transformateurs aériens, 7 transformateurs électriques au sol, 6 projets de raccordement de nombreuses habitations au réseau d'alimentation électrique, en plus de la ré-

habilitation du réseau de moyenne tension (MT), le tout pour un montant de 277 millions de dinars.

Les travaux se poursuivent sur un "bon rythme" pour la de 120 autres chantiers, répartis sur 103 visant l'électrification de nombreux foyers, la réhabilitation du réseau électrique aérien de haute tension (HT), la rénovation et le renforcement du réseau de basse tension, le tout apportant un investissement public de 698 millions de dinars, outre la mise en place de 17 transformateurs électriques au sol pour une enveloppe de 165 millions de dinars, a encore indiqué, M. Arbaoui.

La direction de distribution, qui a mobilisé

des équipes d'intervention permanentes chargées d'assurer la continuité du service et d'intervenir rapidement en cas de panne, a également mis en place un "programme spécial" portant sur le lancement de vastes campagnes de sensibilisation à l'utilisation rationnelle et sûre de cette énergie vitale. M. Arbaoui a souligné que ces mesures s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à garantir la continuité de l'approvisionnement en électricité et à répondre à la demande croissante, notamment à l'approche de l'été, période durant laquelle l'utilisation des appareils de climatisation s'intensifie en raison de la hausse des températures

APS

RELIZANE

Plusieurs projets de développement lancés dans les communes d'Oued R'hiou et d'Ouarizane

Plusieurs projets de développement, portant notamment sur l'aménagement routier et l'assainissement, ont été lancés et d'autres mis en service, lundi, dans les communes d'Oued R'hiou et d'Ouarizane, relevant de la daïra d'Oued R'hiou, dans la wilaya de Relizane.

Le wali, Kamel Berkane, a donné le coup d'envoi de travaux d'aménagement de routes au niveau des regroupements ruraux d'Ahl Abed et d'Ouled Kaddour, dans la commune d'Ouarizane. Ces projets, inscrits dans le cadre du programme du

Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL) au titre de l'année en cours, visent à améliorer les conditions de déplacement des habitants et à renforcer le réseau routier de la région.

Dans la commune d'Oued R'hiou, les autorités de la wilaya ont également lancé un projet de réalisation de la première tranche du collecteur principal d'assainissement dans la partie ouest de la ville. Ce projet prévoit la pose de conduites de 600 mm et de 2 700 mm de diamètre destinées à l'évacuation des eaux pluviales vers le cours d'eau le plus

proche. Il est financé à hauteur d'environ 16 millions de dinars dans le cadre du budget de soutien au développement social et économique des communes.

Dans la même commune, des travaux de réhabilitation de routes secondaires ont été lancés dans les regroupements ruraux de Retaimia, Zenainia, Kheddami et Chouhada, ainsi que des travaux d'entretien du chemin communal dépendant du chemin de wilaya n 48 (CW48) au douar Boudalaâ, sur une distance de 1,4 km.

Par ailleurs, une cantine scolaire

d'une capacité de 200 repas a été réceptionnée à l'école du chahid Mohamed-Cherifi, située dans le regroupement rural de Retaimia (Oued R'hiou), afin d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves de cette localité.

La visite de terrain du wali de Relizane a également permis d'inspecter plusieurs projets de développement et de prendre connaissance d'autres opérations portant principalement sur l'aménagement urbain, les infrastructures routières et le raccordement au réseau de gaz.

R.E

BISKRA

Lancement prochain de 7 projets d'investissement en aquaculture intégré à l'agriculture

Sept nouveaux projets d'investissement en aquaculture intégrée à l'agriculture seront "prochainement" lancés dans la wilaya de Biskra, a-t-on appris lundi auprès du directeur de la pêche et de l'aquaculture.

Dans une déclaration à l'APS, M. Salaheddine Oudainia a précisé que ces projets seront transférés dans la région d'El Mesdour (chef-lieu de wilaya)

où leurs propriétaires ont contracté de terrains dans le cadre de la concession agricole de six hectares chacun soit 42 hectares au total.

La réalisation des bassins d'ensemencement a été lancée dernièrement parallèlement au fonçage, l'équipement des fourrages et le montage des canalisations et appareils de traitement avant le raccorde-

ment des bassins aux surfaces cultivées, selon la même source.

Certains de ces bassins seront à terme exploités comme écloseries de production d'alevins et d'autres pour l'engraissement puis la commercialisation des poissons, selon le même responsable qui a indiqué que ces investisseurs activeront au sein d'une coopérative pour bénéficier des avantages accordés par l'Etat

aux coopératives agricoles.

Ces investissements assureront la production de poissons dans ces bassins parallèlement à l'exploitation de l'eau riche en matières organiques pour l'irrigation afin d'assurer des produits agricoles bios et éviter le recours aux fertilisants chimiques, selon la même source.

La direction de la pêche et de l'aquaculture a lancé plusieurs campagnes

de sensibilisation dans les localités agricoles pour inciter les agriculteurs à adhérer au programme de développement de l'élevage dans leurs bassins de poissons, notamment le tilapia et bénéficier des avantages contenus dans la loi de finances 2024 prévoyant une prime d'encouragement de 50 DA par kg de poissons produits, à-t-on indiqué.

Agence

ORAN

De nouveaux projets pour renforcer l'alimentation en eau potable dans les pôles urbains

La wilaya d'Oran poursuit la mise en œuvre de plusieurs projets hydrauliques destinés à renforcer l'alimentation en eau potable au profit des pôles urbains, a indiqué, lundi, la directrice des Ressources en eau de la wilaya, Nassima Tahri. Selon le responsable, ces opérations s'inscrivent dans une dynamique de modernisation et de renforcement des infrastructures hydrauliques, visant à améliorer la qualité du service public de l'eau. Elles portent notamment sur la réalisation de châteaux d'eau surélevés et de stations de pompage permettant d'assurer une pression

suffisante dans les réseaux de distribution et de garantir un approvisionnement plus régulier des populations. Parmi les projets les plus avancés figure un château d'eau surélevé au niveau du pôle urbain "Ahmed Zabana", qui comprend environ 6.000 logements. L'ouvrage, d'une capacité de 1.000 m³ et pouvant atteindre 42 mètres de hauteur, est équipé d'une station de pompage. Sa mise en service est prévue dans les prochains jours. Ce projet permettra de renforcer le réseau de distribution de ce pôle en pleine expansion, d'améliorer la pression dans les canalisations et de

réduire les perturbations enregistrées, notamment au niveau des étages supérieurs, souvent confrontés à des difficultés d'approvisionnement. Dans la même dynamique, la commune d'Aïn El Bia (daïra de Bethioua) a également réalisé un projet similaire. Le château d'eau surélevé, d'une hauteur de 36 mètres, est en phase finale de réalisation et sa réception est attendue prochainement. Il contribuera à augmenter les capacités de stockage et à améliorer la desserte en eau potable des habitants. Par ailleurs, la direction des Ressources en eau prépare actuellement une étude technique pour

la réalisation d'un nouveau réservoir au niveau du quartier Akid Lotfi, dans la commune de Bir El Djir. Ce projet vise à accompagner l'extension urbaine et à répondre aux besoins de croissants en eau potable dans les nouveaux ensembles résidentiels. Ces projets s'inscrivent, selon Mme Tahri, dans un programme global destiné à améliorer la performance des réseaux de distribution, à assurer la continuité du service public de l'eau et à renforcer le cadre de vie des citoyens, à travers des infrastructures adaptées à la croissance urbaine de la wilaya.

APS

Sécurité alimentaire et agriculture durable en Algérie

2^e partie et fin

Le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 a défini la sécurité alimentaire comme suit : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active »¹. Lors de sa réforme en 2009, les quatre piliers de la sécurité alimentaire sont devenus : la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation, la stabilité (plus récemment, l'environnement adéquat à l'acte alimentaire).

Dr Zoubir Sahli,

Agroéconomiste et Consultant Expert
Alger, le 31.05.2026

Le paradigme agronomique (qui veut dire formation, recherche, vulgarisation et pratiques agronomiques) a en fait peu changé. Il s'est même fourvoyé puisqu'il incite à consommer plus de terre, énormément d'eau, trop d'énergie fossile et d'intrants chimiques, dans un contexte de tension sur les ressources naturelles et de nécessaire adaptation au changement climatique. Avec ce paradigme agronomique, on a donc inventé l'agriculture dite « moderne » qui va bousculer encore plus les écosystèmes pour fabriquer des agro écosystèmes artificiels, tout cela pour officiellement nourrir plus de bouches, mais surtout fabriquer de nouveaux besoins et gagner plus d'argent.

Pour assurer des rations alimentaires de plus en plus riches et de plus en plus élevées et donc un minimum de « sécurité alimentaire », on a fait appel (et on continue à faire appel) à une agriculture non paysanne, parfois à une agriculture sans paysans, une agriculture à la fois extensive - sur de très grandes surfaces - et intensive, consommant plus d'intrants mécaniques et chimiques, basée sur l'apport de capital et l'injection de plus d'énergie fossile. Il faut toutefois reconnaître que des millions de tonnes de céréales, de viandes, de légumes, de fruits et des milliards de litres de lait et d'huiles de graines produits et distribués, pour être consommés par des milliards d'êtres humains et d'animaux, l'ont été effectivement grâce à ces « systèmes non durables ». Des systèmes qui ont tout de même permis à l'humanité de sortir de la disette et de l'insécurité alimentaire.

Mais à quels prix ?

- le prix de la dégradation, de l'érosion, de la salinisation, de l'inondation, de la stérilisation, de la pollution de millions d'hectares de terres ;
- le prix de la déforestation des espaces boisés, de la disparition de millions d'espèces végétales, animales et halieutiques... ;
- le prix de la réduction drastique des ressources hydriques, le gaspillage d'eau d'irrigation, et l'aggravation des phénomènes de sécheresse et de désertification ;
- le prix d'une flambée des prix des produits agricoles et alimentaires, l'allongement des distances entre les segments



Bio express

Dr Zoubir Sahli est ingénieur agronome, titulaire d'un Master of Science (MSc) et d'un doctorat en économie rurale et agroalimentaire. Universitaire et enseignant-chercheur, il est spécialisé dans les domaines du développement agricole et agroalimentaire, du développement durable et du développement local. Consultant expert, chargé d'études et de recherches, il a coordonné de nombreux projets et programmes de développement et dirige le bureau-conseil AgroDevDZ. Il collabore avec plusieurs organisations internationales, notamment la FAO, le PNUD, la GIZ et le Plan Bleu. Très impliqué dans les réseaux scientifiques et associatifs méditerranéens, il est membre de MEDFORUM, membre fondateur du RAFAC (Réseau Agricultures Familiales Comparées) et du réseau ALMAE (Maghreb-Machrek sur l'eau).

de pratiquement toutes les filières agricoles et agroalimentaires et la perturbation des marchés ;

- la réduction du nombre des paysans dans le monde et la quasi-disparition de l'agriculture familiale, garante d'une agriculture réellement durable. Mais avec l'avènement des changements climatiques, les nouveaux systèmes de production à haute technologie et les modèles de grandes filières agricoles mécanisées, hyper « chimisées », grandes consommatrices d'eau et d'énergie fossile et peu utilisatrices de la force de travail rurale, ont atteint leurs limites. De nouveaux risques sont apparus : risques écologiques, effets néfastes des changements climatiques tels que la sécheresse, la désertification, les inondations... ; risques sanitaires et zoonoses ; risques de perturbations des équilibres des écosystèmes ; instabilité chroniques des marchés agricoles et alimentaires ; risques liés à la sous-alimentation, à la malnutrition, aux famines et à la pauvreté...

Les enjeux et les défis.

Aujourd'hui, l'Algérie a un double défi :

« Comment produire pour nourrir une population qui ne cesse d'augmenter et assurer sa sécurité alimentaire sur la base d'une agriculture durable et de politiques intelligentes vis-à-vis des changements climatiques ? ».

1°/ Tout d'abord, un des problèmes à la fois technique et stratégique auquel il faut vite s'attaquer est la révision et la refonte totale du paradigme agronomique. Si l'agriculture doit permettre une production agricole suffisante pour équilibrer la demande et l'offre alimentaires, elle ne peut plus se faire selon les règles et les méthodes actuelles de production, à la fois extensives (plus de terres, plus d'eau et plus d'énergie) et intensives (plus d'intrants agricoles et plus de techniques préjudiciables à l'équilibre écologique). Cette agriculture doit se faire selon d'autres paradigmes et d'autres méthodes plus innovants et plus respectueux des équilibres écologiques; elle doit changer avec le changement climatique ; elle doit s'adapter aux effets actuels et futurs des changements climatiques. Elle doit surtout être enseignée et vulgarisée autrement !!

2°/ Plus d'efforts sont nécessaires pour contenir les défis des changements climatiques (CC) et assurer la durabilité du secteur agricole. Le pays est interpellé à non seulement faire un diagnostic sérieux des politiques existantes et à mesurer les impacts des CC sur ces politiques, mais à s'engager aussi à leur apporter les modifications nécessaires. C'est le grand enjeu dans lequel s'inscrit toute la problématique de développement agricole et de sécurité alimentaire aujourd'hui.

3°/ Prise de conscience de la situation de crise du monde rural : Il est nécessaire tout d'abord de prendre conscience que le monde rural algérien est un vaste espace géographique et humain en crise. Il y a donc une démarche de communication de grande envergure à mener pour « vulgariser » cette crise auprès du grand public, et ce en vue d'enclencher éventuellement un vaste processus de solidarité, notamment autour d'actions de lutte contre la dégradation des espaces ruraux et de réduction de la pauvreté, notamment dans les zones rurales défavorisées (de montagne, de steppe et d'oasis).

4°/ La question de la conservation et de la valorisation des ressources naturelles et la réduction de la pression et de la dégradation : Un autre enjeu important, c'est celui d'arrêter tout d'abord la dérive de dégradation de ces dernières années et de s'engager sérieusement dans des processus de préservation, d'aménagement et de valorisation locale des ressources naturelles (en particulier les

ressources en sol et en eau), ainsi que des actions de réhabilitation des ressources locales en valorisant les plantes et les produits agricoles de terroir.

5°/ La question des potentialités agricoles : En zone rurale, les potentialités agricoles existent mais demandent à être explorées et mises en valeur. Elles passent par : l'innovation dans la diversification et la valorisation des productions, la levée des contraintes qui pèsent sur les structures foncières, la recherche d'un équilibre écologique, géographique et social dans une démarche volontariste de décentralisation, l'aide à l'émergence d'institutions et d'organisations locales, le renforcement réel et non fictif des organisations professionnelles et la relance des coopératives agricoles et de services, le développement et la valorisation des productions et des filières locales, la promotion de l'agriculture familiale.

6°/ Une nouvelle approche de développement rural : Cette approche sera celle d'un « triangle vertueux », celui développement rural durable, local et basé sur une gestion participative.

7°/ Un ensemble de priorités :

- le développement durable à travers la conservation et la valorisation des ressources naturelles, l'aménagement des territoires ruraux et des bassins versants de barrages,
- l'engagement d'un processus de développement local permettant la décentralisation,
- la « territorialisation » des activités, la pluriactivité et la multisectorialité.
- 8°/ Des outils et des conditions de mise en œuvre :
- la mise en place d'institutions nouvelles et la promotion de la gouvernance locale ;
- une démarche et un dispositif d'appui à des projets d'envergure locale ;
- un dispositif souple de financement et de crédit adapté au développement agricole local ;
- un dispositif de renforcement des capacités au niveau local (formation, encadrement, recyclage, information, sensibilisation, communication...) ;
- un dispositif de suivi – évaluation, d'études prospectives et de planification locale...
- plus de confiance, plus d'implication et plus de moyens pour la recherche et l'expertise nationales.

Notes

- 1 Moussaoui, Abdelhakim (2025). « L'agriculture durable, levier de la sécurité alimentaire en Algérie », in Etudes Caribéennes, Avril-Aout
- 2 Malassis, Louis (2006). « Ils vous nourriront tous, les paysans du monde si... », Edit. CIRAD-INRA
- 3 FAO : Sommet mondial de l'alimentation, 1996

MAURITANIE

Les recettes fiscales franchissent la barre des 200 milliards MRO avant la mi-mai

L'administration fiscale mauritanienne a enregistré une performance jugée exceptionnelle en dépassant, avant la mi-mai, le seuil de 200 milliards d'anciennes ouguiyas (MRO), soit plus de la moitié des objectifs annuels fixés. L'annonce a été faite par le ministre des Finances, le docteur Codioro Moussa N'Guénore, lors d'une visite de terrain à la Direction générale des Impôts (DGI) à Nouakchott Ouest. Selon le ministre, ce niveau de mobilisation des recettes, habituellement atteint entre août et septembre, reflète une amélioration significative de l'efficacité du système fiscal national. Il a salué les efforts des équipes de la DGI ainsi que les réformes engagées ces dernières années. Ces performances s'inscrivent dans une dynamique de modernisation du secteur, notamment à travers la digitalisation des procédures fiscales, l'amélioration du traitement des dossiers et la mise en service de nouvelles infrastructures numériques, dont un centre de données destiné à renforcer la transparence et la traçabilité des opérations. Le ministre a souligné que ces ressources constituent un levier essentiel pour le financement des priorités nationales, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité et des infrastructures publiques. Enfin, il a appelé à maintenir cette dynamique de performance, en insistant sur la rigueur dans la gestion des finances publiques, conformément aux orientations des autorités nationales en matière de gouvernance et de responsabilité.

R I.

ÉGYPTE

Le Caire vise 6 milliards de dollars d'exportations en 2026

L'Égypte poursuit sa stratégie de développement de l'économie numérique avec l'ambition d'atteindre 6 milliards de dollars d'exportations dans le secteur de l'externalisation en 2026.

L'objectif a été annoncé par le ministre des Télécommunications et des Technologies de l'information, Raafat Hendy, lors d'une réunion avec le Premier ministre Mostafa Madbouly. L'an dernier, les exportations liées à l'externalisation – qui comprennent notamment les centres d'appels, le support technique et les services informatiques fournis à des clients étrangers – ont généré près de 5,2 milliards de dollars.

Le gouvernement souhaite également renforcer les exportations numériques dans leur ensemble. Celles-ci ont atteint 7,4 milliards de dollars en 2025 et englobent des activités plus larges comme le développement de logiciels, les services cloud, les applications numériques ou encore les solutions d'intelligence artificielle. Pour soutenir cette croissance, Le Caire prévoit d'intégrer les activités de conception électronique et de semi-conducteurs dans son programme national de promotion des exportations. Un accord doit prochainement être signé

avec le ministère de l'Investissement afin d'accélérer le développement de ces secteurs stratégiques. Le numérique occupe une place croissante dans l'économie égyptienne. Le secteur des technologies de l'information et de la communication représente actuellement 5,8 % du PIB du pays. Les autorités visent une contribution de 8 % à l'horizon 2030.

Parallèlement, l'Égypte poursuit le développement de son industrie électronique. Quinze marques produisent désormais des téléphones mobiles localement. Après une production estimée à 3 millions d'appareils en 2024, le pays est passé à 10 millions d'unités en 2025, avec un objectif dépassant 15 millions de téléphones par an dans les prochaines années. Les autorités investissent également dans les infrastructures numériques. Le programme comprend le déploiement de la 5G, l'extension du réseau de fibre optique et l'amélioration de la couverture mobile sur l'ensemble du territoire. Près de 3 000 nouvelles antennes relais

doivent être installées cette année et plus de 9 000 supplémentaires au cours des trois prochaines années.

Depuis 2019, plus de 6 milliards de dollars ont été investis dans la modernisation des réseaux fixes et mobiles. En février dernier, les quatre opérateurs de télécommunications du pays ont également obtenu de nouvelles fréquences représentant un investissement total de 3,5 milliards de dollars.

Enfin, l'Égypte travaille à l'élaboration d'une stratégie nationale dédiée aux centres de données. Les autorités souhaitent profiter de la position géographique du pays pour attirer des investissements dans les infrastructures de cloud computing et d'intelligence artificielle, tout en développant des centres connectés à des sources d'énergie renouvelable.

Cette stratégie s'inscrit dans la volonté de faire de l'Égypte un pôle régional des services numériques et des technologies de pointe.

R I/Agence

APRÈS AVOIR TRAVERSÉ LE DÉTROIT D'ORMUZ

Près de 2 millions de barils de pétrole brut irakien sont arrivés au port de Nghi Son

Dans l'après-midi du 31 mai, le superpétrolier AGIOS FANOURIOS I, transportant près de deux millions de barils de pétrole brut Basrah Medium (Irak), a accosté au port de Nghi Son (province de Thanh Hoa) après un voyage à travers le détroit d'Ormuz. Selon Petrovietnam, l'importation de deux millions de barils de pétrole brut d'Irak a été effectuée par Vietnam Oil Corporation - JSC (PVOIL) - une unité membre du Groupe national vietnamien de l'énergie et de l'industrie (Petrovietnam), pour approvisionner la raffinerie et l'usine pétrochimique de Nghi Son (NSRP). Cette cargaison contribue non seule-

ment à sécuriser l'approvisionnement en matières premières pour la production pétrolière nationale, mais elle renforce également la sécurité énergétique nationale et répond aux besoins croissants de l'économie. Pour le Vietnam – une économie qui maintient des taux de croissance élevés et dont les besoins énergétiques ne cessent d'augmenter – un approvisionnement régulier en matières premières est crucial non seulement pour la production et le traitement du pétrole, mais aussi pour le soutien des secteurs industriel, commercial et des transports, ainsi que pour la vie sociale. Une cargaison de près de 2 millions

de barils de pétrole brut irakien a été fournie à NSRP par PVOIL Singapour - PVOISN (une filiale de PVOIL qui exerce des activités dans le secteur du pétrole brut et des produits pétroliers sur le marché international). PVOIL est responsable du commerce du pétrole brut et des produits pétroliers sur le marché international, agissant comme une plaque tournante centrale reliant les sources de pétrole brut du marché mondial au Vietnam, au service des activités de traitement des raffineries nationales. Avec d'autres entités de l'écosystème Petrovietnam, PVOIL participe à la chaîne de valeur énergétique,

de l'exploration, l'extraction et le traitement du pétrole brut à la distribution des produits. Selon Petrovietnam, près de 2 millions de barils de pétrole brut irakien à bord du navire AGIOS FANOURIOS I, transitant par le Moyen-Orient avant d'arriver au port de Nghi Son, contribueront à assurer les opérations commerciales ainsi que la chaîne de production et d'approvisionnement en pétrole. De plus, cette livraison garantit l'approvisionnement énergétique et renforce la sécurité énergétique nationale dans un monde encore marqué par de nombreuses incertitudes.

Agence

TUNISIE

Les investissements déclarés repartent à la hausse durant les quatre premiers mois de 2026

Les indicateurs économiques affichent une amélioration progressive en Tunisie durant les quatre premiers mois de 2026. Portée à la fois par le regain des investissements industriels et par la reprise des activités de services, la conjoncture révèle une dynamique plus favorable marquée par la hausse des projets déclarés, l'accélération des investissements étrangers, le rebond des zones de développement régional et une progression des exportations industrielles. C'est ce qui ressort de la synthèse du Bulletin de conjoncture d'avril 2026 publiée par l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII).

Durant les quatre premiers mois de l'année 2026, le secteur industriel a enregistré une hausse de 18% des investissements déclarés et une progression de 31,7% des emplois déclarés. Au total, 745 projets ont été déclarés pour une enveloppe globale de 754,6 millions de dinars et un potentiel de 12.934 emplois.

Dans le détail, les industries agroalimentaires (IAA) ont particulièrement contribué à cette dynamique avec des investissements en hausse de 59,7%, atteignant 312,9 millions de dinars. Les industries diverses (ID)

affichent la plus forte progression relative avec une augmentation de 90,4%, à 128,5 millions de dinars. Les industries mécaniques et électriques (IME), pilier majeur de l'appareil exportateur tunisien, enregistrent quant à elles une hausse plus modérée de 9,6%, représentant 217,5 millions de dinars. Le segment des entreprises totalement exportatrices poursuit également sa progression. Les investissements déclarés dans cette catégorie ont augmenté de 65,1% durant les quatre premiers mois de 2026. Cette évolution est principalement portée par un fort rebond des industries agroalimentaires, ainsi que par les industries du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (ITHCC), en hausse de 43%.

Forte progression des investissements étrangers et régionaux

L'APII relève également une nette amélioration des investissements à participation étrangère. Les investissements réalisés dans le cadre de partenariats ou par des entreprises totalement étrangères totalisent 228,7 millions de dinars, soit une progression de 91% sur un an. Les investissements tuni-

siens demeurent néanmoins majoritaires avec 525,8 millions de dinars, en hausse de 6,4%.

Parallèlement, les zones de développement régional enregistrent un retour marqué de l'investissement. Les montants déclarés dans ces régions ont plus que doublé par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 174,1 millions de dinars à 377,8 millions de dinars, soit une progression de 117%.

Sur le front du commerce extérieur, les exportations du secteur industriel ont atteint 21 milliards de dinars à fin avril 2026, en croissance de 9,8% sur un an. Les industries mécaniques et électriques demeurent le principal moteur des exportations avec 10,97 milliards de dinars, devant les industries du textile et du cuir avec 3,68 milliards de dinars et les industries agroalimentaires avec 3,28 milliards de dinars.

Les services renouent également avec la croissance

Le bulletin de l'APII met également en évidence une reprise des investissements dans les activités de services. Les investissements

déclarés dans ce secteur ont atteint 343 millions de dinars durant les quatre premiers mois de 2026, contre 253,9 millions de dinars un an auparavant.

Les investissements tunisiens dominent largement ce segment avec 311,4 millions de dinars, contre 20,5 millions de dinars pour les investissements mixtes et 11,2 millions de dinars pour les investissements totalement étrangers.

Les services connexes à l'industrie affichent, eux aussi, une évolution positive. Les investissements dans ces activités progressent de 57,4%, principalement grâce à la hausse enregistrée dans le transport (+71,7%) et la formation professionnelle (+161,5%).

Avec la progression simultanée des investissements industriels, des services connexes et des exportations, les indicateurs publiés par l'APII confirment une orientation plus favorable de l'activité économique durant les quatre premiers mois de 2026. Les investissements étrangers et la forte hausse enregistrée dans les zones de développement régional constituent également des signaux positifs pour l'investissement productif en Tunisie.

R I.

AFRIQUE DU SUD

Un tarif électrique préférentiel pour sauver l'industrie du ferrochrome

Confrontée à l'érosion de ses capacités de transformation minière, l'Afrique du Sud cherche à renforcer la compétitivité de ses industries électro-intensives, dans un environnement marqué par la hausse des coûts énergétiques et la concurrence chinoise.

Le régulateur sud-africain de l'énergie (NERSA) a approuvé le vendredi 29 mai un tarif préférentiel d'électricité de 0,03 dollar par kilowattheure pour deux grands producteurs de ferrochrome : Samancor Chrome et la coentreprise formée par Glencore et Merafe Resources. Sollicitée par Eskom en avril, cette mesure vise à soutenir des activités devenues de moins en moins compétitives sous l'effet de la hausse des coûts électriques.

Le ferrochrome est un alliage obtenu à partir du chrome et du fer. Il constitue une matière première essentielle à la fabrication de l'acier inoxydable. Son importance dépasse donc le seul secteur minier puisqu'il alimente une chaîne industrielle à forte valeur ajoutée.

Une industrie fragilisée par l'explosion des coûts électriques

Lenjeu est particulièrement important pour l'Afrique du Sud. Premier producteur mondial de minerai de chrome, le pays a progressivement perdu sa position dominante dans la transformation locale de cette ressource au profit de la Chine. La principale raison réside dans le coût de l'électricité, qui a augmenté de

plus de 900% depuis 2008. Cette hausse a fortement dégradé la rentabilité des fonderies sud-africaines.

Les conséquences ont été visibles sur l'appareil industriel. Des dizaines de fonderies ont fermé ces dernières années, entraînant la disparition de milliers d'emplois directs et indirects. Les producteurs concernés avaient d'ailleurs engagé des procédures de fermeture et de licenciement, estimant que leurs activités n'étaient plus viables dans les conditions tarifaires existantes.

La décision du régulateur vise donc avant tout à empêcher de nouvelles fermetures. Les accords approuvés prévoient une durée de cinq ans pour Samancor Chrome et de trois ans pour la coentreprise Glencore-Merafe. Au-delà du maintien des usines, l'objectif est également de préserver des compétences industrielles difficiles à reconstituer. La production de ferrochrome mobilise des savoir-faire spécialisés dans les procédés métallurgiques à haute température, la gestion de systèmes électriques complexes et le contrôle de la qualité. Cette décision présente aussi un intérêt pour Eskom. Les fonderies figurent parmi les plus grands consommateurs d'électricité du pays. Leur maintien garantit une demande indus-

trielle stable et continue, ce qui améliore l'utilisation du réseau électrique et contribue à la stabilité financière du groupe public.

Un levier de compétitivité pour les industries électro-intensives

Les autorités ont également cherché à éviter que cette mesure ne se traduise par un transfert de coûts vers les ménages ou les entreprises. Eskom affirme que le manque à gagner lié au tarif réduit ne pourra pas être récupéré ultérieurement via les mécanismes tarifaires classiques. Le dispositif ne nécessite pas non plus de soutien budgétaire supplémentaire de l'État et inclut un mécanisme de partage des gains lorsque les conditions de marché s'améliorent.

Cette approche contraste avec les difficultés rencontrées ailleurs dans la sous-région. Au Mozambique, l'absence d'accord sur un tarif électrique compétitif a conduit South32 à annoncer la suspension prochaine de la fonderie d'aluminium Mozal. Ce précédent illustre l'importance de l'accès à une énergie abordable pour la survie des industries électro-intensives.

Synthèse R I/Agence

POUR DÉSENCLAVER LES ZONES AGRICOLES

Le Ghana obtient un financement de 500 millions \$ de la Banque mondiale

La stratégie ghanéenne pour renforcer le maillage routier accorde une place importante au réseau rural. L'appui de la Banque mondiale vient compléter le programme « Big Push », qui prévoit la mobilisation de 10 milliards \$ pour les infrastructures.

Le Projet d'accès aux marchés et de connectivité du Ghana (GMACP) a obtenu un financement de 500 millions USD de la Banque mondiale. L'initiative vise à améliorer la connectivité des régions rurales, à

renforcer les chaînes de valeur agricoles et à élargir les opportunités économiques pour les communautés vivant dans ces zones.

Selon l'institution financière, la dégradation des infrastructures routières et l'insuffisance de leur entretien constituent depuis longtemps un frein au développement économique des campagnes. Cette situation limite l'accès des producteurs aux marchés, accroît les coûts de transport et favorise d'importantes pertes post-récolte.

Mis en œuvre sur une période de cinq ans, le GMACP prévoit la réhabilitation et l'entretien de plus de 1 000 kilomètres de routes rurales dans plusieurs régions du pays, notamment le Haut-Ouest, le Nord, la Savane, l'Oti, la Volta, l'Est, l'Aschanti, le Bono et l'Ouest. Ces zones figurent parmi les principaux bassins de production de cultures clés telles que le maïs, le riz, l'igname et le manioc, essentielles à la sécurité alimentaire nationale.

A terme, le projet devrait améliorer

l'accessibilité des zones ciblées tout au long de l'année, renforcer la fiabilité des chaînes d'approvisionnement et ouvrir de nouveaux débouchés aux petits exploitants agricoles.

Les autorités et leurs partenaires espèrent aussi réduire les pertes post-récolte, consolider les filières agricoles et améliorer la disponibilité des denrées alimentaires sur le marché intérieur.

R I.

RDC

Le lithium sur le point d'être classé minerai stratégique avant sa première production

Pays minier phare du continent, la République démocratique du Congo se distingue déjà par l'exploitation de plusieurs minéraux essentiels, dont le cuivre, le cobalt et le coltan. Cette liste devrait encore s'allonger avec le lithium, dont la première mine du pays est annoncée pour 2026. En République démocratique du Congo (RDC), le gouvernement a adopté, vendredi 29 mai, un projet de décret portant notamment sur l'intégration du lithium à la liste nationale des substances minérales stratégiques. Cette décision intervient dans un contexte marqué par la mise en production attendue en juin du projet Manono du chinois Zijin Mining, annoncé comme la première mine industrielle de ce métal dans l'histoire du pays. « Ce texte tient compte de l'évo-

lution des marchés internationaux des matières premières critiques et l'importance croissante de plusieurs substances minérales, tant pour les filières stratégiques que pour les technologies émergentes et le secteur de l'énergie nucléaire. [...] L'objectif est de permettre à notre pays de tirer profit du caractère critique et géostratégique que revêtent ces ressources minérales dont regorge son sous-sol », indique le compte rendu du Conseil des ministres concernant cette initiative.

Le statut stratégique, un enjeu fiscal majeur

Depuis son introduction dans le Code minier de 2018, la catégorie des substances minérales stratégiques de la RDC comprenait le cobalt, le germa-

nium et le coltan. La nouvelle initiative vise à élargir cette liste, avec non seulement le lithium, mais aussi le tantale, le niobium, le tungstène, l'uranium et les terres rares. Une fois entrée en vigueur, cette disposition pourrait entraîner une révision du traitement fiscal de ces produits, les substances stratégiques étant soumises à une redevance de 10 %, contre 3,5 % pour les métaux de base et non ferreux, catégorie à laquelle ils appartiennent actuellement. En d'autres termes, les opérateurs concernés seraient ainsi appelés à verser à l'État une part plus importante des revenus générés grâce à leur production.

Pour l'heure, aucun des acteurs concernés n'a encore communiqué sur la mesure ni sur ses implications potentielles pour leurs opérations, y

compris Zijin Mining. D'un coût de construction d'environ 1 milliard USD, la future mine de Manono devrait être capable de traiter 500 000 tonnes de concentré de spodumène afin de produire annuellement 95 170 tonnes de sulfate de lithium. Au-delà du groupe chinois, l'américain KoBold Metals suivra probablement de près l'évolution du dossier, alors qu'il mène actuellement des travaux d'exploration dans l'espoir d'identifier un autre gisement de lithium dans le pays. Concernant les autres substances visées par le projet de décret, seuls le tantale, le wolframite (principal minerai du tungstène) et le monazite (minerai de terres rares) figurent parmi les productions minières recensées en RDC en 2025.

Agence

COTON

Le Tchad mise sur un appui français de 22,5 millions \$ pour relancer sa filière

Le Tchad est le deuxième producteur de coton en Afrique centrale après le Cameroun. Alors que la production évolue en dents de scie depuis quelques années et peine à se stabiliser, N'Djamena cherche à insuffler une nouvelle dynamique dans le secteur. Au Tchad, le ministère de la Production et de l'Industrialisation agricole a lancé le 13 mai dernier le Projet de Développement agricole et territorial du bassin cotonnier du Tchad (DEBACO). D'un coût total de 19,35 millions d'euros (22,5 millions \$), ce programme quinquennal est financé par l'Agence française de développement (AFD). Selon l'Ambassade de France basée à N'Djamena, DEBACO marque un repositionnement de l'appui français en faveur de la filière cotonnière tchadienne, avec une approche plus intégrée du développement rural. Si le programme se focalise principalement sur le coton, il inclut également le soutien à plusieurs cultures vivrières stratégiques pour la sécurité alimentaire, notamment le sorgho, le maïs, le niébé et l'arachide.

« Le projet DEBACO appuiera la planification de l'usage des terres, la délimitation et la sécurisation des couloirs de transhumance, la prévention des conflits et la mise en place de cadres locaux de dialogue entre les différents acteurs », indique pour sa part le ministère de la Production agricole. Les interventions cibleront les provinces du Mayo-Kebbi Ouest et du Moyen-Chari qui concentrent à peu près le quart de la production annuelle de coton dans le pays, d'après les données compilées par le Département américain de l'Agriculture (Usda). Cet appui de la coopération française intervient alors que la production cotonnière dans le pays évolue en dents de scie depuis quelques années dans une dynamique baissière. Les données de l'interprofession, compilées par le Programme régional de production intégrée du coton en Afrique (PR-PICA), illustrent l'instabilité de l'offre locale.

R I.

PORTÉS PAR UN REGAIN D'OPTIMISME AUTOUR DE L'IA Les marchés boursiers rebondissent

Les marchés boursiers mondiaux ont rebondi mardi, portés par un regain d'optimisme autour de l'IA après l'initiative d'Anthropic visant une cotation sur le marché boursier américain, tandis que les prix du pétrole et les rendements obligataires ont baissé grâce à un regain d'espoir concernant un accord entre les États-Unis et l'Iran.

Les contrats à terme sur le Brent LCOc1 ont chuté de plus de 1 % à 94 dollars le baril, effaçant les gains importants de la séance précédente, après que le président américain Donald Trump a déclaré que les pourparlers avec l'Iran se poursuivaient. Ses commentaires sont intervenus malgré un rapport indiquant que Téhéran avait suspendu les négociations indirectes avec Washington visant à mettre fin aux hostilités, ce qui a incité les investisseurs à la prudence quant aux efforts visant à mettre fin à cette guerre qui dure depuis trois mois et a souligné la fragilité du cessez-le-feu en vigueur. L'indice européen STOXX 600 .STOXX a progressé de près de 0,8 % en début de séance, les prévisions optimistes du fabricant de puces STMicroelectronics .STMMI.MI ayant stimulé les valeurs technologiques.

L'engouement pour l'IA

Anthropic a annoncé lundi avoir déposé en toute confidentialité une demande d'introduction en bourse aux États-Unis, devançant ainsi son rival OpenAI dans une course très suivie pour accéder aux marchés publics. Alphabet GOOGL.O, la société mère de Google, cherche également à lever 80 milliards de

dollars de capitaux propres pour financer l'expansion de son infrastructure d'IA. « Cela témoigne des sommes colossales nécessaires pour rester dans la course à l'IA. Cela marque un changement significatif, passant d'une période de flux de trésorerie disponible abondant à une situation où l'on doit aller quêmander des fonds sur les marchés pour financer son expansion », a déclaré Russ Mould, directeur des investissements chez AJ Bell. Sur le plan macroéconomique, l'Institute for Supply Management a annoncé lundi que l'indice PMI manufacturier américain était passé à 54,0 en mai, contre 52,7 le mois précédent, dépassant les attentes pour atteindre son plus haut niveau en quatre ans, probablement sous l'effet des entreprises anticipant leurs commandes face à la hausse des prix et aux inquiétudes liées à l'approvisionnement dans le contexte de la guerre en Iran. Les contrats à terme sur l'indice S&P 500 ESc1 et l'indice Nasdaq 100 NQc1 ont reculé d'environ 0,1 %, laissant présager une ouverture en légère baisse après que les deux indices aient enregistré lundi leur huitième hausse consécutive et atteint de nouveaux records .SPX .IXIC. « C'est la première fois en un an que le S&P enregistre huit hausses quotidiennes consécutives. Et si l'on examine l'évolution sur une base hebdomadaire, une

hausse cette semaine marquerait la 10e progression consécutive du S&P, ce que nous n'avons pas vu depuis 1985 », a déclaré Jim Reid, stratège à la Deutsche Bank.) À Taipei, Jensen Huang, directeur général de Nvidia NVDA.O, a déclaré que la société disposait d'un approvisionnement suffisant pour soutenir la forte croissance des processeurs centraux (, des processeurs) et des processeurs graphiques (, mais a reconnu que les contraintes d'approvisionnement restaient une source de préoccupation. Les actions sud-coréennes ont connu une forte volatilité, l'indice de référence KOSPI ayant fortement chuté après avoir atteint un niveau record, alors que des valeurs phares telles que Samsung Electronics 005930.KS et SK Hynix 000660.KS ont connu des fluctuations. Sur les marchés des changes, le dollar est

resté globalement stable. L'euro EUR=, toujours en baisse de 1,5 % par rapport à son niveau au début de la guerre, s'établissait à 1,1643 dollar. Les données ont montré que l'inflation sous-jacente de la zone euro a augmenté de 2,5 % en glissement annuel en mai, dépassant les prévisions de 2,4 % et le taux de 2,1 % enregistré en avril. Les marchés monétaires anticipent une hausse de 0,25 point de la Banque centrale européenne ce mois-ci, suivie d'au moins une autre d'ici la fin de l'année 0#EURIRPR. Sur le marché obligataire, le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a reculé de 4,4 points de base à 4,43 %, tandis que celui des Bunds allemands à 10 ans a chuté de près de 6 points de base à 2,956 %. L'or XAU= a progressé de 1 % à 4 527 dollars l'once.

Agence

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre dans le vert, recul des prix du pétrole

Les principales Bourses européennes progressent mardi en début de séance, aidées par le recul des prix du pétrole malgré l'incertitude sur les négociations de paix au Moyen-Orient. À Paris, le CAC 40 gagne 0,86% à 8.217,03 points vers 07h27 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,87% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,23%. L'indice EuroStoxx 50 gagne 0,93%, le FTSEurofirst 300 avance de 0,65% et le Stoxx 600 progresse de 0,65%. Les investisseurs se montrent plus optimistes mardi après une séance agitée la veille en raison de l'escalade militaire dans le sud du Liban, qui a fait craindre un échec des négociations de paix au Moyen-Orient. Donald Trump et le Liban ont ensuite annoncé un cessez-le-feu partiel entre le Hezbollah et Israël, ce qui a quelque peu apaisé les tensions, la poursuite des combats sur ce front étant présentée par Téhéran comme l'un des principaux obstacles à la conclusion d'un protocole d'accord avec Washington. Le Brent recule de 0,96% à 94,07 dollars le baril après une nouvelle flambée la veille. "Nous maintenons comme hypothèse centrale

une sortie de crise dans les semaines à venir, mais restons vigilants compte tenu de la succession des déceptions des deux derniers mois et de l'impact négatif croissant que ce choc a sur l'activité mondiale, écrit LBP AM dans une note publiée mardi. Aux valeurs, STMicroelectronics grimpe de 8% après avoir relevé mardi son objectif de chiffre d'affaires pour les centres de données, le fabricant franco-italien de semi-conducteurs citant une demande forte en infrastructure IA. Le secteur technologique de l'indice Stoxx (+2,39%) reste globalement bien orienté grâce aux perspectives optimistes de plusieurs groupes du secteur, dont l'Américain Hewlett Packard Enterprise, qui a annoncé lundi une importante révision à la hausse de ses prévisions en raison de la demande des centres de données. Infineon gagne 6% à Francfort. Abivax plonge pour sa part de 28%, au lendemain de la publication des résultats d'un essai évaluant l'obéfazimod, le médicament de la biotech française contre les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin.

R.I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Juin 2026
Valeur : 04 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.1108	133.1258
1	EUR EURO	154.8877	154.9318
1	GBP POUND STERLING	179.3463	179.4148
100	JPY JAPANESE YEN	83.3662	83.3860
1	CNY CHINESE YUAN	19.6828	19.6873
1	CHF SWISS FRANC	169.6111	169.6951
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.1853	96.2239
1	DKK DANISH KRONE	20.7506	20.7542
1	SEK SWEDISH KRONA	14.3449	14.3499
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.3536	14.3591
1	AED UAE DIRHAM	36.2384	36.2444
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4678	35.4737
1	KWD KUWAITI DINAR	433.7269	433.9172
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2536	45.7084
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4983	14.5000
1	LYD LIBYAN DINAR	20.9093	21.0167
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3387	3.3491
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	182.2755	182.2755

BOURSE ZURICH

La confiance reste de mise en fin de matinée

La Bourse suisse modérat l'allure mardi à l'approche de la mi-journée, tiraillée toujours entre les craintes autour d'une recrudescence des hostilités et d'une prolongation du conflit au Moyen-Orient d'une part, et les espoirs suscités par l'intelligence artificielle. "Les investisseurs continuent de privilégier les valeurs technologiques et les semi-conducteurs (...). Cependant l'évolution des négociations au Moyen-Orient nous rappelle qu'un nouveau choc énergétique pourrait rapidement raviver les inquiétudes sur l'inflation et les taux d'intérêt,"

prévoit John Plassard, associé chez Cité Gestion. "Dans ces circonstances, vu le manque de progrès jusqu'ici on ne peut qu'être inquiets sur l'issue finale. (...) nous tablons néanmoins sur un accord même si a minima, mais qui permettrait l'ouverture du détroit d'Ormuz," considère de son côté Sebastian Paris Horvitz, chez de LBPAM-LFDE. Un scénario qui selon l'expert permettrait de dissiper graduellement le choc pétrolier d'ici la fin de l'année. Les cours du pétrole tendaient à se relâcher, quand ceux des métaux

précieux prenaient l'ascenseur. En Suisse, l'important secteur pharmaco-chimique a fait caler les exportations au mois d'avril. Les envois de montres vers l'étranger ont de leur côté décroché. A l'approche de 11h00, le Swiss Market Index (SMI) s'appréciait de 0,41% à 13'360,58 points, après avoir frôlé les 13'400 points. Le Swiss Leader Index (SLI) récupérait 0,62% à 2144,65 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,43% à 18'917,48 points. Sur les trente principales valorisations, huit reculaient et la défensive Swisscom avait retrouvé son point de départ.

Le géant de la souris Logitech (+4,8%) poursuivait son échappée en solitaire, dopé par un relèvement de son objectif de cours par Vontobel et creusant l'écart sur ses poursuivants Kühne+Nagel et Sika (+2,4 chacun). Le chimiste de la construction a fait état d'un remaniement de sa direction générale. Les deux poids lourds pharmaceutiques se retrouvaient en revanche désormais du mauvais côté de la barre. Novartis (-0,4%) limitait les pertes par rapport à un bon Roche en recul de 1,3%. Ce dernier a pourtant relayé la disposition du gen-

darme sanitaire étasunien à examiner un dossier d'homologation pour le girédestrant dans le domaine du cancer du sein. Le paquebot alimentaire Nestlé (+0,5%) se remettait à flot. Sur le marché élargi, le transformateur cacaoier Barry Callebaut (+0,3%) et l'entreprise générale de construction Implenia (+3,5%) ont présenté leurs plans de vol à moyenne échéance. Le chimiste de spécialités Clariant (-5,1% ou 41 centimes) est traité ce jour hors dividende de 42 centimes.

Agence

JAPON

L'économie avance sous le poids du risque énergétique

Dans son rapport économique de mai 2026, récemment publié, le gouvernement japonais a maintenu son évaluation économique mensuelle, mais a mis en garde contre l'impact du conflit au Moyen-Orient sur les bénéfices des entreprises, alors que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement pétrolière persistent.

Le gouvernement japonais maintient son évaluation globale selon laquelle l'économie continue de se redresser à un rythme modéré, mais continue de souligner la nécessité de prêter attention aux effets de la situation au Moyen-Orient, tout en mettant en garde contre les perspectives de bénéfices des entreprises et une accélération de la hausse des prix à la production dans un contexte d'inquiétudes concernant l'approvisionnement en pétrole brut. Cette évaluation fait suite à des chiffres préliminaires de croissance qui ont montré que l'économie japonaise a progressé de 2,1% au premier trimestre 2026 par rapport à la même période de l'année

précédente, grâce à une reprise des exportations, des investissements des entreprises et de la consommation privée. Concernant les prix à la production, considérés comme un indicateur de la volatilité des prix à la consommation, le gouvernement a omis le terme « modéré » et a déclaré que les prix « ont récemment augmenté ». Les données de la Banque du Japon ont montré que les prix de gros dans le pays ont progressé de 4,9% en glissement annuel en avril 2026, soit la plus forte hausse en trois ans environ, en raison de la flambée des prix du pétrole brut alors que le détroit d'Ormuz restait fermé. Concernant la consommation des mé-

nages, qui représente plus de 50 % du PIB, le gouvernement maintient ses prévisions quant à la reprise économique. Un responsable gouvernemental a indiqué que la demande touristique durant la Semaine d'or reste stable, mais que l'impact de la hausse des prix alimentaires, due aux perturbations des approvisionnements en provenance du Moyen-Orient, doit être pris en compte. Dans d'autres secteurs clés, les évaluations sont également restées stables pour l'investissement des entreprises, la construction de logements et l'investissement public.

R. I.

EUROPE

Bruxelles réfléchit à une taxe de 0,1% sur les transactions en cryptomonnaies

La Commission européenne a estimé qu'une taxe de 0,1% sur les transactions en cryptomonnaies rapporterait entre 3 et 4 milliards d'euros par an au budget de l'UE. Bientôt un impôt européen sur les cryptomonnaies? Dans un document envoyé aux Etats membres et au Parlement européen consulté par Politico, la Commission européenne a estimé qu'une taxe de 0,1% sur les transactions en cryptomonnaies rapporterait entre 3 et 4 milliards d'euros par an au budget de l'Union européenne. Un autre scénario prévoit que taxer les plus-values en cryptomonnaies

pourrait générer environ 1 à 2,4 milliards d'euros par an. Les stablecoins ne rentreraient pas dans son système de taxation. Pour rappel, un stablecoin est une cryptomonnaie dont la valeur est adossée au cours d'un actif traditionnel (monnaie traditionnelle, or...), afin d'éviter les fluctuations du marché. Cette estimation fait partie d'une note globale de l'exécutif européen, qui prévoit que taxer le secteur des cryptomonnaies et des géants de la technologie permettrait de rapporter jusqu'à 35 milliards d'euros sur l'ensemble du cycle budgétaire entre 2028 et 2034.

La Commission européenne estime que les recettes fiscales liées aux cryptomonnaies restent cependant difficiles à établir face au manque de données. Les utilisateurs peuvent réaliser des transactions en dehors de l'Union européenne, ne pas passer par des plateformes cryptos centralisées (CEX) ou passer par la finance décentralisée (DeFi) qui n'est ni régulée par la réglementation européenne Mica (Markets in Crypto-Assets) ni par DAC8 (coopération administrative dans le domaine fiscal). De même, l'utilisation des portefeuilles cryptos "froid" (type Ledger) ne permet pas de "tracer" les données cryptos des

utilisateurs, admet la Commission européenne.

"Tout impôt sur les transactions cryptos accélérerait probablement la migration vers des canaux non taxés (finance décentralisée, portefeuilles froids, acteurs non européens) et/ou des actifs non taxés (stablecoins). En pratique, à mon avis, cela réduirait significativement le potentiel de revenus sur lequel ces projections sont basées", estime Patrick Hansen, responsable européen de la stratégie chez la bourse crypto américaine Circle.

Agence

ZONE EURO

L'inflation accélère en mai, à 3,2% sur un an

L'inflation a accéléré en mai au sein de la zone euro, la hausse des prix atteignant 3,2% sur un an, contre 3% le mois précédent, selon des données publiées mardi par Eurostat. Selon cette première estimation de l'institut européen de statistiques, les prix à la consommation ont été tirés par l'envolée des prix de l'énergie, en raison des répercussions du conflit au Moyen-Orient, mais aussi des services et des biens industriels.

Cette augmentation est conforme aux attentes des économistes interrogés par Bloomberg. En revanche, l'inflation sous-jacente, qui exclut les biens les plus volatils (dont l'énergie et l'alimentation) a augmenté un peu plus fortement qu'attendu, à 2,5% sur un an, là où les économistes tablaient sur 2,4%. D'après Eurostat, c'est la Bulgarie qui a enregistré le niveau le plus élevé d'inflation en mai, à 6,3% sur un an (+0,3 point), alors qu'elle n'atteint que 2,1% à Malte. L'augmentation des prix en Europe risque d'obliger la Banque centrale européenne à relever son principal taux directeur, resté bloqué depuis l'été dernier à 2%, avec une hausse qui pourrait intervenir la semaine prochaine, selon certains économistes. L'institution monétaire s'y est refusée jusqu'ici, compte tenu notamment du ralentissement de la croissance en zone euro, tombée à seulement 0,1% au premier trimestre, et de l'énorme incertitude quant à la durée et l'ampleur du « choc énergétique » lié au conflit au Moyen-Orient. Malgré ce contexte délicat, Carsten Brzeski d'ING Research table sur une hausse des taux lors de la réunion de politique monétaire prévue la semaine prochaine, qui constituerait selon lui un « geste symbolique » de la BCE pour prouver aux marchés « sa détermination à agir ».

Agence

CHINE

L'OCDE met en évidence le soutien public massif du Pékin à certains secteurs industriels clés

Un rapport de l'OCDE publié lundi 1er juin met en évidence le soutien public massif que la Chine accorde à certains secteurs industriels clés comme l'automobile, les panneaux solaires ou les batteries, avec des subventions jusqu'à huit fois plus importantes qu'ailleurs dans le monde. Une politique de distorsion de la concurrence qui bouleverse l'économie mondiale, selon l'institution. "Comme le dopage dans le sport, le risque est que les aides publiques aident des acteurs moins productifs à gagner de manière injuste, au détriment des meilleurs", a lancé le secrétaire général australien de l'OCDE, Mathias Cormann, lundi en conférence de presse. Auparavant, une experte de l'OCDE avait aussi estimé auprès plusieurs médias, dont l'AFP, que "si on ne fait rien concernant les distorsions de concurrence sur les marchés internationaux, tout le monde va surpayer" son soutien à l'industrie, "et personne n'aura les effets

recherchés" en matière de "résilience et de compétitivité".

L'organisation a publié un rapport lundi pointant un grand responsable de ces "distorsions de concurrence" dans une quinzaine de secteurs industriels clés: la Chine. Entre 2005 et 2024, les entreprises chinoises ont reçu en moyenne "un soutien public trois à huit fois plus important que celles basées" dans les 38 pays membres de l'OCDE, explique l'organisation. Encore cette estimation est-elle "prudente".

Ce constat s'appuie sur une importante base de donnée, appelée "MAGIC", pour "Manufacturing Groups and Industrial Corporations". Pour la nourrir, l'organisation a compulsé les rapports financiers de 525 grandes entreprises internationales de quinze secteurs industriels clés : aéronautique et défense; aluminium; automobile; ciment; chimie; engrais; verre et céramiques; machinerie lourde; semi-conducteurs; construction na-

vale; panneaux photovoltaïques; acier; équipements de télécommunications; matériel roulant; éoliennes.

"Depuis deux ans, la base est partagée de manière confidentielle" avec les gouvernements des 38 pays membres de l'organisation, explique un autre expert de l'OCDE.

Pour la première fois lundi, une "version agrégée qui anonymise les entreprises" mais reposant sur les mêmes données a été rendue publique. Elle montre que le soutien aux industries a atteint, avec 108 milliards de dollars en 2024, un plus haut niveau depuis la crise des subprimes en 2008.

Prêts très avantageux

Et le constat est sans appel: les entreprises chinoises, qui dominent l'industrie manufacturière mondiale, sont beaucoup plus subventionnées que leurs concurrentes.

Les aides se font via des aides directes, via des allègements fiscaux mais aussi

par des prêts à des taux très avantageux, "en général accordés par des institutions financières publiques", explique une experte de l'OCDE. L'organisation n'a pas souhaité que les noms de ses experts soient divulgués. Ces aides donnent aux entreprises chinoises davantage de marge de manœuvre financière pour investir dans de nouveaux sites de production, de temps pour parvenir à la rentabilité, ou de résistance aux vents contraires. Elles ont aussi entraîné des surcapacités de production dans certains secteurs, tirant les prix mondiaux vers le bas au détriment des autres acteurs internationaux.

Dans les secteurs étudiés, qui sont déterminants car à la base de pans entiers de l'économie mondiale, ces subventions dessinent les marchés mondiaux, permettant aux entreprises chinoises de se tailler des parts de marché gigantesques dans les panneaux solaires, l'acier ou la construction navale.

R. I.

L'IA LOCALE VA SATURER LE STOCKAGE DE NOS PC

Lexar pense avoir trouvé la solution

Sur son stand du Computex à Taipei, Lexar ne se contente pas de présenter des SSD toujours plus rapides. Avec son approche AI Storage Core, la marque souhaite faire du stockage un composant actif de l'intelligence artificielle locale, des mini-PC aux machines de créateurs.

L'IA locale a peut-être trouvé son prochain goulot d'étranglement, et il se cache du côté du stockage. Au Computex 2026, Lexar s'attaque directement à ce sujet avec une série d'annonces pensées pour les PC IA, l'edge computing et les configurations hautes performances. Derrière la formule imprimée dans le communiqué de presse, l'idée est assez simple, mais elle en dit surtout beaucoup sur l'avenir du PC. Demain, un SSD ne servira plus seulement à stocker des fichiers. Avec l'arrivée de modèles d'IA exécutés en local, le stockage devra aussi charger rapidement de très gros volumes de données, limiter la latence, absorber des flux continus et maintenir un haut niveau de performance dans des machines parfois très compactes. Autrement dit, le SSD quitte peu à peu son rôle de simple espace de stockage pour devenir l'un des rouages de la performance IA.

AI Storage Core : le SSD sort de son rôle passif

Lexar regroupe cette stratégie sous le nom AI Storage Core. Derrière cette formule très marketing tech, la marque défend une évolution assez concrète du stockage. À mesure que les traitements IA quittent le cloud pour s'exécuter directement sur les PC, les stations de travail ou les appareils en périphérie, le SSD devient un composant beaucoup plus stratégique.

La marque mise donc sur une combinaison d'encapsulation avancée, de puces, d'optimisations système et d'ordonnement intelligent. L'objectif est de rendre le stockage plus réactif face aux charges de travail IA, notamment



lorsque plusieurs modèles, applications ou flux de données tournent en parallèle.

La brique la plus intéressante de cette stratégie est sans doute le contrôleur Gen5 SPU (pour Storage Processing Unit) développé par Longsys. Gravé en 5 nm, il adopte une architecture sans DRAM. Ce choix n'est pas seulement technique. Il vise aussi à réduire la dépendance à la mémoire DRAM, dans un contexte où les besoins explosent avec l'IA générative. Lexar annonce ainsi que son moteur d'ordonnement intelligent peut réduire les besoins en capacité DRAM d'environ 40%.

Pour y parvenir, il s'appuie sur une meilleure gestion des charges, du cache et du prefetch (algorithmes de prédiction), afin de fluidifier l'inférence IA locale. En clair, le SSD essaie d'anticiper les données dont la machine aura be-

soin, plutôt que de simplement les fournir à la demande.

NM1090 PRO 8 To : le SSD très gros calibre PCIe Gen5

Pour les machines de créateurs et les PC IA les plus musclés, Lexar met en avant sur son stand son SSD NM1090 PRO 8 To. Ce modèle PCIe Gen5 x4 revendique jusqu'à 14 400 Mo/s en lecture et 13 400 Mo/s en écriture, avec une capacité de stockage maximale de 8 To. Il s'adresse aux usages gourmands en ressources système comme les modèles IA locaux, le montage vidéo en ultra haute définition, le rendu 3D, les bibliothèques de données massives (banques de vidéos, de photos RAW, de textures 3D, de sons, etc.), le multitâche intensif ou les projets créatifs particulièrement volumineux.

Ares RGB DDR5 128 Go : la RAM à tout prix

Lexar n'oublie pas l'autre pilier de son activité, la mémoire vive, avec son kit Ares RGB DDR5 128 Go (en 2x64 Go) annoncé en versions 6400 MHz CL32 et 6000 MHz CL32. Là encore, ces barrettes de RAM ont été conçues pour accompagner les PC IA, les stations de travail pour créatifs et les configurations gaming très haut de gamme. Avec l'IA générative locale, la mémoire vive peut vite saturer et limiter les performances de la configuration. Avec une capacité totale de 128 Go, Lexar s'adresse principalement aux utilisateurs qui veulent lancer plusieurs outils lourds, manipuler de très gros projets ou travailler avec des modèles locaux sans voir leur machine s'essouffler à la moindre sollicitation. Côté prix, la marque n'a encore rien communiqué. Mais au vu du marché actuel de la RAM, il faudra probablement s'attendre à une facture salée, voire très très salée.

Un partenariat avec Asus : du mini-PC IA à la console portable

Enfin, Lexar profite de cette édition du Computex pour mettre en avant sa collaboration avec Asus. Au menu de ce partenariat axé sur le stockage, on retrouve un SSD Gen4 de classe IA intégré au mini-PC Asus NUC 15 Pro, le SSD PLAY X PCIe 4.0 M.2 NVMe associé à la console portable Asus ROG XBOX ALLY, avec des vitesses annoncées jusqu'à 7 400 Mo/s en lecture et 6 500 Mo/s en écriture, ainsi que de la mémoire vive ARES RGB DDR5 certifiée et badgée Republic of Gamers. Eh oui, il n'y a pas que l'IA dans la vie !

80 milliards de dollars : Google veut lever une somme folle, son offre IA est en dessous de la demande

Alphabet prévoit de lever 80 milliards de dollars pour financer l'expansion de ses infrastructures d'intelligence artificielle (IA). Car la demande pour ses services est si forte qu'elle dépasse désormais ce que l'entreprise est capable de fournir.

On le sait, la course aux infrastructures IA n'a jamais été aussi intense. Mais les chiffres continuent de dépasser l'entendement : cette année, les quatre ogres américains, Google, Microsoft, Meta et Amazon, prévoient de dépenser collectivement plus de 700 milliards de dollars en dépenses d'investissement. Et selon les analystes de Wall Street, ce chiffre pourrait franchir le cap des 1 000 milliards dès 2027. Dans ce contexte, Google a déjà révisé à la hausse ses prévisions de dépenses pour 2026, portées à une fourchette de 180 à 190 milliards de dollars. Et elle devrait bientôt boucler la levée de 80 milliards supplémentaires. Rien que ça.



Répondre à la demande

Car, si Google est un véritable mastodonte technologique, la demande pour ses services IA est

telle qu'elle ne dispose pas d'assez de puissance de calcul pour y répondre. Et elle émane aussi bien des entreprises que des particuliers. L'objectif est clair : la firme de Mountain View veut construire plus

de data centers, et vise même, à terme, un déploiement d'infrastructures dans l'espace. Mais ces initiatives ont un coût, et il est démentiel. Et le groupe a déjà levé plus de 85 milliards de dollars de dette en un an, sur six devises et marchés différents. Les 80 milliards viendraient donc s'y ajouter, portant l'endettement total du groupe à plus de 100 milliards de dollars. Fait notable, Berkshire Hathaway, le conglomérat de Warren Buffett, prévoit d'injecter 10 milliards lors de l'opération. Un signal fort, le milliardaire, ainsi que son successeur Greg Abel, ne misent jamais à la légère et sont connus pour leur prudence.

Le géant de l'IA a retrouvé son souffle

Il y a encore deux ans, certains annonçaient Google dépassé par ChatGPT. C'est aujourd'hui une tout autre histoire, car le géant est revenu sur le devant de la scène

grâce aux progrès de Gemini, son modèle maison, mais aussi en exploitant son énorme écosystème. Car son IA est intégrée à l'ensemble de ses produits, comme Search ou Gmail, lui permettant de facto d'atteindre des milliards d'utilisateurs.

Ce retour en force repose aussi sur un atout que peu de ses concurrents possèdent : Google développe ses propres puces, les TPU (Tensor Processing Units), conçues spécifiquement pour les charges de travail IA. Mais pour maintenir une telle cadence, il faut dépenser des sommes astronomiques.

Cette levée va survenir dans une période où combien critique pour l'IA, avec plusieurs entrées en Bourse, dont celles d'Anthropic et d'OpenAI, qui devraient donner le ton sur l'état du marché. Une chose est sûre : les annonces de montants mirobolants qui font régulièrement les gros titres devraient perdurer un bon moment.

LA MARQUE YUGO DE RETOUR

Un concurrent sérieux à Dacia ?

L'ancienne marque serbe Yugo, un temps la propriété de Stellantis, pourrait bien refaire surface et viser Dacia. Le constructeur parle déjà de voitures de moins de 20 000 €, dont une hybride avec prolongateur d'autonomie. Il reste à savoir où seront fabriquées ces voitures à petit prix, et qui fournira l'ensemble mécanique.



L'automobile serbe a rendez-vous en mai 2027 pour sa résurrection. C'est en tout cas ce que promet Aleksandar Bjelic, homme d'affaires serbe en possession des droits de la marque que l'on connaissait à l'origine sous le nom de Zastava. Puis, Yugo au début des années 80. Des voitures compactes, simples, construites surtout grâce à Fiat qui proposait certains modèles sous licence à de nombreux pays du bloc de l'Est. La fameuse « Jigouli » russe, voiture par excellence du communisme soviétique, exista parce que Fiat autorisait la construction de ses autos sous licence par d'autres marques. Ce fut le cas pour Yugo avec la 127 sous une forme à peine remaniée. Une voiture qui rencontra un succès pour le moins inattendu, y compris... aux Etats-Unis.

25 ans plus tard, un concurrent à Dacia ?

Refaire le coup de Dacia n'est certainement pas chose facile. On se souvient des épreuves vécues par Louis Schweitzer au début des années 2000 pour lancer sur orbite le constructeur roumain fraîchement repris par Renault. D'autres petits ou grands groupes ont tenté le coup d'une marque « essentielle » en conquête d'un large public, mais il faut un alignement des planètes, de gros moyens et surtout d'excellents gestionnaires en production et logistique pour mettre tout ça sur pied. Ou bien, avoir un brin de folie.

C'est peut-être ce dont est doté Aleksandar Bjelic. Après plus d'un an de bataille juridique pour récupérer les droits de la marque serbe, Bjelic est prêt. Yugo a même quelques indiscretions pour nous. Le constructeur aurait en effet terminé de plancher sur une petite voiture abordable, proposée avec une motorisation inédite. Il s'agirait d'une hybride avec un fonctionnement similaire

à celui de l'e-Power de Nissan : le moteur thermique n'entraîne jamais les roues et ne sert que de prolongateur d'autonomie pour un groupe électrique. « En 2027, nous présenterons un prototype équipé d'un moteur à combustion interne à quatre cylindres. L'équipe est déjà à l'œuvre. Le moteur et la transmission sont fournis par un partenaire dont je ne peux pas encore révéler le nom », commente Bjelic.

Une voiture compacte à 12 000 € seulement ?

Prévue au départ en thermique, la Yugo 45 des temps modernes serait donc finalement hybride. Moteur maison, ou achat à un prestataire extérieur (Horse ?) ? La firme reste discrète. L'an dernier, le constructeur vise un prix d'entrée à 12 000 € pour les marchés où sera vendue cette nouvelle Yugo. A ce tarif, vous n'avez pas grand-chose d'autre chez Da-

cia qu'une Sandero de base, en essence. Mais il semble bien impossible de produire un modèle hybride à si petit prix. D'ailleurs, lors d'une récente interview, le patron parle plutôt de « moins de 20 000 € ».

Un sacré défi pour rentabiliser un tel modèle, qui plus est électrifié. Il faudrait alors faire de gros volumes pour compenser, et bénéficier d'une grande usine. S'il était envisagé un temps de se servir de l'usine de Stellantis à Kragujevac en Serbie (là où étaient produites les Yugo à l'origine), le projet ne serait plus d'actualité. Seule solution pour fabriquer une voiture à 12 000 € sans être à perte, faire équipe avec un Chinois ? Nous le saurons très vite. Car de nouveaux prototypes ont été présentés ces derniers jours à Belgrade.

« La Yugo sera disponible sur tous les marchés concernés où des marques comme Dacia et Fiat sont actuellement commercialisées », affirme Bjelic.

À CAUSE DE SES ACTIONNAIRES

Mercedes totalement banni d'un de ses plus gros marchés mondiaux

Face au durcissement des sanctions américaines contre les technologies et investissements chinois, Mercedes se retrouverait dans une position critique. Une modification législative au Congrès pourrait purement et simplement bannir le constructeur allemand du marché américain en raison de la présence de grands actionnaires chinois à son capital. Un coup dur financier pour la marque à l'étoile, qui compte toutefois sur ses usines locales pour négocier une exemption. L'administration Trump a déjà largement serré la vis sur les influences chinoises dans l'automobile. Taxées si lourdement qu'elles n'ont aucune chance aux US, les voitures chinoises se rabattent désormais sur l'Europe et d'autres continents. Mais les Etats-Unis sont allés encore plus loin en bannissant notamment les technologies embarquées chinoises (matérielles comme logicielles) d'ici la fin de la décennie pour laisser le temps aux construc-

teurs concernés de changer de fournisseurs. Pire : selon CNBC, une récente modification du « Motor Vehicle Modernization Act » pourrait mettre à mal un constructeur comme Mercedes qui dépend fortement du marché américain.

Pas de liens avec la Chine

En amendant ainsi le texte, le Congrès américain envoie un message assez clair : tout lien trop étroit avec la Chine entraînerait une forme de bannissement du sol américain. La proposition « interdirait aux constructeurs automobiles qui détiennent une participation directe ou indirecte d'un gouvernement étranger adverse, comme la Chine, d'importer, de vendre ou de fabriquer des véhicules destinés à la vente aux Etats-Unis », précise CNBC. La Chine n'est d'ailleurs pas citée directement dans le projet de loi qui parle plus généralement d'adversaires géopolitiques. Russie, Iran, Chine... et bien d'autres, donc.



Mercedes directement concerné

Deux sources anonymes visiblement bien renseignées ont affirmé à CNBC qu'en l'état actuel des choses, telle qu'est écrite la proposition de loi, Mercedes serait purement et simplement interdit de vente aux Etats-Unis. Un énorme coup dur puisque les US à eux

seuls représentent 284 000 ventes pour Mercedes en 2025 sur les 1,88 million que compte le groupe (hors utilitaires). Et les Etats-Unis sont un marché juteux car les véhicules qui y sont vendus sont généralement plus rentables qu'en Europe. La Classe S, notamment, dépend beaucoup du marché nord-américain.

Pourquoi un bannissement au pays de l'oncle Sam ? Car la modification de loi prévoit que tout constructeur qui aurait des investisseurs « ennemis » serait interdit de commercialisation. Et chez Mercedes, le plus gros actionnaire n'est autre que le groupe chinois BAIC, qui possède un tout petit peu moins de 10 % du groupe allemand. Et le second, qui détient lui aussi un peu moins de 10 %, est également chinois puisqu'il s'agit du milliardaire Li Shufu. Au total, un cinquième de Mercedes est détenu par des Chinois. Mais Mercedes a un argument de poids : deux usines aux Etats-Unis et 10 000 personnes employées. On imagine mal l'administration américaine ne pas donner une exemption au constructeur allemand. Toujours est-il que la proposition de loi prévoit le bannissement « de la production, de la vente et de l'importation » de véhicules aux Etats-Unis 5 ans après l'introduction de la loi.

Mots fléchés

Et commercial Plantes potagères	Gaélique Ils s'opposent	Tige centrale d'une charue Golfe marin étroit	Poème religieux	Île indonésienne	Sanctions pécuniaires Il termine le pavillon de l'oreille	Agence spatiale américaine Harpies
				Docteur de la loi musulmane Note de musique		
Courtoise				Oboles Sauvages ce sont des églantiers		
Lettre grecque						
				Sa racine est comestible Jeu de cartes		
Bramé			Gitan, manouche, romanichel, bohémien Rabâcher		Meuble de salon Prénom masculin italien	Au Canada ce sont des originaux
Troisième personne du pluriel		Importun Il roule sur l'or				
					Vieille colère	
Chassé hors de la maison	Prénom masculin principal port d'Athènes (Le)			Souverain franc (Charles)		
Hutte en toile				Ville roumaine	Bison d'Europe	Agence spatiale européenne des feuillets pour un ouvrage
Succomber			Moqueurs			Squelette
			Un länder allemand Liquide vital			Difficulté Encartonné
Terrain clos	Père d'Ascagne Retapent			Mémoriaux Ultime répétition		
		Grade militaire	Frais bancaire Bagatelle		Sans en avoir conscience (à son)	
Test	Femme facile et vénale Dans celui d'une femme c'est un capharnaüm			Ester d'un acide	Arc zodiacal de dix degrés Couche de paille	
				Aucun		Organe humain
Importuné				L'Irlande pour les poètes		Ruisselet Légumineuse
Manière						
				Rongeur		Exister
Son chef-lieu est Altdorf	Par opposition à l'acquis		Créateur de Monsieur Hulot (Jacques) Héritier			Tangible Soupa
		Quotidien britannique (The)		Ville du comté du Yorkshire de l'Ouest Monnaies moldaves		
						Aride Ur en akkadien
Emmagasiné					Vient de rire Copernicium	Pronom personnel Etain
Abolis						
				Il veille à la discipline d'un établissement		
Mésintelligence						On la mouille

PÉTROLE

Le Brent à 93,47 dollars le baril

Les cours du pétrole baissaient légèrement mardi, en cours d'échanges européens, dans un marché réagissant aux derniers développements géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 1,59 % à 93,47 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, tombait de 1,51% à 90,77 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 3 juin 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE 49 morts et 2214 blessés en une semaine

Quarante-neuf (49) personnes sont décédées et 2214 autres ont été blessées dans 1772 accidents de la route survenus du 24 au 30 mai 2026, dans plusieurs wilayas, indique mardi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, avec 4 morts et 22 blessés, suite à 22 accidents de la circulation, précise la même source.

Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 1588 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (91 incendies), Sétif (89) et Annaba (73).

Par ailleurs, et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages et de baignade, mis en place à partir du 1er juin courant, 12 interventions ont été effectuées, ce qui a permis le sauvetage de noyade de 3 personnes et de prodiguer des soins de première urgence à 4 autres, en plus de l'évacuation de 5 autres personnes vers les structures de santé.

Dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récoltes, la Protection civile a procédé à l'extinction de 38 incendies du couvert végétal.

ZONE EURO

L'inflation accélère en mai

L'inflation a accéléré en mai au sein de la zone euro, la hausse des prix atteignant 3,2% sur un an, contre 3% le mois précédent, selon des données publiées mardi par Eurostat.

Selon cette première estimation de l'institut européen de statistiques, les prix à la consommation ont été tirés par les prix de l'énergie, mais aussi des services et des biens industriels. En revanche, l'inflation sous-jacente, qui exclut les biens les plus volatils (dont l'énergie et l'alimentation) a augmenté un peu plus fortement qu'attendu, à 2,5% sur un an, là où les économistes tablaient sur 2,4%. D'après Eurostat, c'est la Bulgarie qui a enregistré le niveau le plus élevé d'inflation en mai, à 6,3% sur un an (+0,3 point), alors qu'elle n'atteint que 2,1% à Malte.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le ministre Abdelhak Saihi participe à la 114^e session à Genève

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, prend part aux travaux de la 114^e session de la Conférence internationale du travail, qui se tient à Genève (Suisse) du 1er au 12 juin, à la tête d'une délégation tripartite comprenant des représentants du gouvernement, des travailleurs et du patronat, indique mardi un communiqué du ministère. Au cours de cette session, organisée par l'Organisation internationale du travail (OIT), sous le thème "A l'heure des choix : mettre l'intelligence artificielle au service du travail décent", les participants examineront des "questions stratégiques liées à l'avenir du marché mondial du travail" et des "dossiers prioritaires, parmi lesquels le renforcement du travail décent dans l'économie des plateformes numériques, la promotion du dia-

logue social et l'intensification des efforts de lutte contre le travail des enfants", précise le communiqué. Il sera également question des "moyens d'actualiser d'anciennes conventions du travail afin de les adapter aux mutations socioéconomiques actuelles et de renforcer l'efficacité du système international de normes du travail".

Les participants accorderont une attention particulière au "dossier des conditions des travailleurs dans les territoires arabes occupés", notamment "les défis et difficultés auxquels sont confrontés les travailleurs palestiniens, victimes d'oppression, de persécutions et de mauvais traitements de la part de l'entité d'occupation". Dans son intervention à cette occasion, M. Saihi mettra en avant "les efforts de l'Algérie en matière d'utilisation de l'intelligence artificielle et de

transformation numérique pour promouvoir le travail décent et la justice sociale", tout en plaidant pour "une gouvernance internationale équitable de cette technologie". Le ministre tiendra aussi une série de rencontres bilatérales avec nombre de ses homologues des pays participants, afin d'examiner "les moyens de renforcer la coopération et l'échange d'expertises dans les domaines d'intérêt commun", selon la même source. La Conférence internationale du travail réunit des délégations représentant les gouvernements, les organisations des travailleurs et les organisations patronales de 187 Etats membres de l'OIT, ce qui reflète "la place centrale de cet événement dans l'élaboration des orientations mondiales relatives au monde du travail", conclut le communiqué.

DIPLOMATIE

Le ministre des AE s'entretient à Séoul avec l'ancien SG des Nations Unies

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a eu, mardi à Séoul, des entretiens bilatéraux avec l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, qui assure la présidence de l'Assemblée et du Conseil d'administration de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), en marge de sa participation aux travaux de la deuxième journée de la Réu-

nion ministérielle du partenariat Afrique-Corée, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a été l'occasion d'examiner les perspectives de renforcement de la coopération entre l'Algérie et le GGGI, à la lumière de l'adhésion de l'Algérie à cette organisation internationale en août 2025, ainsi que les moyens de consolider le partenariat entre les deux parties, notamment dans les domaines liés à la protection de l'environnement, au développement durable

et à la transition énergétique", précise la même source.

"Les deux parties ont également abordé les préparatifs en cours de la visite que doit effectuer M. Ban Ki-moon prochainement en Algérie, en vue de contribuer à donner un nouvel élan à la coopération entre l'Algérie et le GGGI et à explorer de nouvelles possibilités de partenariat dans les domaines d'intérêt commun", conclut le communiqué.

APS

INTERNET

La Suède envisage d'interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans

Une commission d'enquête mandatée par le gouvernement suédois a proposé mardi d'interdire aux moins de 15 ans l'accès aux réseaux sociaux. "Nous sommes en train de perdre une génération entière dans le défilement ininterrompu" de contenus, a mis en garde le ministre de la Santé publique Jakob Forssmed, en conférence de presse. Le gouvernement suédois a mis en place cette

commission à l'automne avec pour mission d'évaluer la fixation d'un âge minimal pour utiliser les réseaux sociaux. Lisa Englund, qui est à la tête de celle-ci, recommande qu'il soit de 15 ans. Il incombera aux plateformes numériques de vérifier que les utilisateurs ont le droit d'utiliser leurs services. Les plateformes de jeu vidéo seraient en revanche exemptées de cette interdiction. Le texte sera maintenant envoyé

aux parties prenantes qui pourront poser leurs questions et donner leur avis. La commission propose qu'il soit prêt pour le 1er janvier 2028. L'Australie est devenue en décembre 2025 le premier pays à interdire les réseaux sociaux aux enfants pour les protéger des effets nocifs redoutés sur la santé mentale, avec un bilan jusque-là jugé mitigé. Elle a ensuite été imitée par plusieurs nations comme l'Indoné-

sie et le Brésil, tandis que de nombreux pays européens envisagent des interdictions similaires.

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a averti le 29 mai qu'il n'était pas suffisant de simplement interdire l'accès des enfants aux réseaux sociaux et a appelé gouvernements et entreprises à concevoir des plateformes plus sûres.

APS

DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LE DOMAINE NUCLÉAIRE

Réunion de coordination entre les ministères de l'Energie et de l'Enseignement supérieur

Le ministre de l'Energie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, ont coprésidé une réunion de coordination entre les deux secteurs, consacrée à l'examen des voies et moyens de développer la recherche scientifique dans le domaine nucléaire. La réunion s'est tenue lundi, en présence du Commissaire à l'énergie atomique, ainsi que de cadres et de responsables des deux secteurs, indique un communiqué du ministère de l'Energie et des Énergies renouvelables, qui a accueilli cette rencontre visant à renforcer la coopération entre les secteurs gouvernementaux et hisser le niveau de la coordination entre eux.

A cette occasion, M. Adjal a fait savoir que "le ministère de l'Energie et des Énergies renouvelables accorde une importance particulière aux dossiers prioritaires liés au développement des usages pacifiques de l'énergie nucléaire, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment dans les domaines stratégiques, à leur tête la médecine". "La réalisation de ces objectifs requiert le renforcement de l'écosystème de la recherche scientifique et de la formation spécialisée, qui constituent deux piliers essentiels pour accompagner les évolutions scientifiques et technologiques dans ce domaine", a-t-il précisé. Le ministre de l'Energie et des Énergies renouvelables a également mis en avant

l'importance de tirer parti des moyens offerts par le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, afin de garantir un environnement scientifique et académique adéquat aux chercheurs et experts relevant du Commissariat à l'énergie atomique, tout en contribuant à la promotion de leurs activités de recherche et à la valorisation de leurs résultats. Pour sa part, M. Baddari a salué la vision présentée par le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables, soulignant la disposition de son département à accompagner les différentes initiatives visant à développer la recherche scientifique et la formation spécialisée dans les domaines liés à l'énergie nucléaire et à ses applications pacifiques, permettant ainsi aux

chercheurs et aux encadrants de travailler dans un cadre académique et scientifique propice à l'innovation et à la production du savoir. Au terme de la réunion, les deux parties sont convenues de "poursuivre la coordination et la concertation entre les deux secteurs, de réexaminer l'activité de recherche au niveau du Commissariat à l'énergie atomique et de lancer des études approfondies à ce sujet, tout en oeuvrant à l'identification des mécanismes les plus à même de renforcer l'efficacité de la recherche scientifique et de l'inscrire dans un cadre optimal garantissant de meilleurs résultats au service des objectifs nationaux dans ce domaine stratégique", conclut le communiqué.

APS